

REVOLUTION INTERNATIONALE



ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

L' ETAT ATTAQUE TOUTES NOS CONDITIONS DE VIE, SYNDICATS ET GAUCHISTES NOUS DIVISENT

UNE SEULE RIPOSTE: UNIFICATIONS NOS LUTTES!



Hier, c'était les socialistes et les communistes qui portaient les coups contre la classe ouvrière et jetaient des centaines de milliers d'ouvriers à la rue, dans la sidérurgie, les chantiers navals, les mines, l'automobile, etc. sous prétexte de "modernisation".

Les ouvriers de Lorraine, du Nord, de Dunkerque ou de Nantes, de Talbot, Citroën ou Renault en savent quelque chose. Aujourd'hui c'est la droite qui a repris le flambeau, qui poursuit et élargit ce travail d'attaque contre la classe ouvrière sans même chercher véritablement à donner une "justification".

La fameuse "échecance 1992" avec le soi-disant "marché unique européen" où la France pourrait être la "première puissance" n'est qu'une fumisterie de plus que personne ne peut croire, pas même Chirac. Quelle illusion avoir alors que la situation économique est sans issue, que nous entrons dans une période où la récession va connaître des profondeurs jamais atteintes par le système capitaliste en crise.

Quelle illusion avoir alors que les sacrifices qu'a imposés la bourgeoisie à la classe ouvrière pendant des années, que ce soit pour "sortir du tunnel" ou pour "se doter d'un appareil productif moderne créateur d'emplois", ne débouchent que sur des sacrifices encore plus lourds, encore plus profonds.

Il est plus clair que jamais aujourd'hui que les intérêts de l'économie nationale, c'est-à-dire ceux de la bourgeoisie française (que les partis de gauche ont si bien défendus au gouvernement avec la complicité des syndicats) sont antagoniques à ceux de la classe ouvrière. C'est d'abord à elle que la bourgeoisie fait payer l'effondrement de son système. Jeter des centaines de milliers d'ouvriers supplémentaires au chômage, réduire les conditions de vie (salaire, retraite, couverture sociale) de tous c'est la seule politique de la bourgeoisie aujourd'hui (cf. articles p. 2 et 4).

Pour les ouvriers en France, comme partout dans le monde et notamment en Europe (cf. p. 5), l'heure des illusions est révolue. Non seulement la situation ne va pas s'améliorer pour eux, mais la bourgeoisie va tout faire pour l'empirer.

Aujourd'hui ils savent qu'il n'y a pas d'autre choix que de lutter, d'exprimer leur colère et leur combativité ouvertement, tous ensemble et unis pour faire peur à la bourgeoisie et faire reculer son gouvernement. Lutter aujourd'hui c'est se mobiliser massivement dans toutes les régions, dans tous les secteurs, prendre l'initiative de la lutte et la diriger tous ensemble sans attendre ni encore moins suivre les consignes d'un quelconque syndicat.

C'est tout faire pour élargir le front de lutte, en refusant de se battre chacun dans son coin, dans son usine, dans sa corporation, isolé ; c'est rejoindre ceux qui sont déjà en lutte, c'est appeler les autres à une solidarité active ; c'est surtout unifier consciemment et concrètement tous les foyers de lutte.

SE MOBILISER OUI, MAIS SANS ATTENDRE NI DEPENDRE DES SYNDICATS

Aujourd'hui apparemment les syndicats, en particulier la CGT, sont à la pointe du combat. Particulièrement depuis la grève à la SNCF ils ne cessent d'appeler à des journées d'action, à des "mobilisations" ici ou là. Pour le 14 mai ils ont tous appelé à une grande journée de grève nationale dans la fonction publique avec manifestations. Est-ce à dire qu'ils cherchent à répondre au besoin de se battre que ressent la majorité des ouvriers aujourd'hui, notamment dans la fonction publique ? En aucune manière ! Comme pour les autres grandes journées qu'ils ont organisées ces derniers mois, le 21 octobre dernier notamment, ils ne cherchent qu'à canaliser la colère et à la stériliser dans des grèves isolées les unes des autres et dans des manifestations-balades parfaitement encadrées et contrôlées par leurs troupes.

Ce ne sont que de fausses mobilisations qui visent à mener ceux qui s'y laissent prendre à l'écoeurement et à la démoralisation, mais surtout qui permettent aux syndicats d'occuper le terrain de la lutte, d'empêcher les ouvriers de prendre l'initiative, de se battre réellement. Il est certain que les ouvriers vont être plus d'une fois sollicités pour ce genre d'"actions" d'ici les vacances d'été. Si les ouvriers tombent dans le piège la bourgeoisie pourra passer sans trop de problèmes, grâce aux syndicats, une période qu'elle sait traditionnellement difficile mais encore plus aujourd'hui. Ils ne doivent pas accepter les règles du jeu des syndicats car ce sont celles de la bourgeoisie. Comme l'ont montré les cheminots, les ouvriers doivent décider eux-mêmes leur mobilisation, prendre l'initiative de leur lutte et surtout ne pas dépendre des syndicats pour cela.

ATTENDRE ET UNIFIER LES LUTTES OUI, MAIS PAS DERRIERE LES SYNDICATS

De même, ils ne doivent en aucune manière, quand ils sont entrés en lutte, laisser à la charge des syndicats, sous prétexte qu'ils en "auraient les moyens", l'extension, l'élargissement du mouvement et son unification :

- d'une part parce que, comme ils l'ont encore une fois démontré de façon évidente contre la grève SNCF, ils font tout pour empêcher cet élargissement quand le mouvement s'amplifie excellemment et qu'il tend à leur échapper. C'est pour cela que pendant la période de Noël, ils ont tout fait pour pousser les cheminots dans la défense de leurs "intérêts" corporatistes, tout en empêchant les ouvriers d'autres secteurs de la fonction publique qui commençaient à se battre ou qui voulaient se battre, comme aux PTT et à la RATP, de rejoindre réellement et concrètement le mouvement des cheminots, soit en les maintenant isolés et en entretenant la division, soit en reportant la mobilisation à plus tard ; - d'autre part, parce que quand ils appellent à l'extension aujourd'hui, c'est un nouveau piège qu'ils tendent aux ouvriers.

L'extension qu'organisent les syndicats c'est l'extension où ils s'arrangent pour que tous luttent mais chacun dans son coin, pour sa "propre boutique", c'est l'extension qui leur permet de noyer les secteurs ouvriers les plus combatifs dans de pseudo-mobilisations générales. C'est de toutes façons l'organisation de l'isolement généralisé et de la défaite comme l'avait fait la CGT à Renault au courant de l'automne 1985.

(suite page 3)

SOMMAIRE

FRANCE :	
. Chômage, Sécurité sociale.....	p. 2
. Gauchistes : le syndicalisme de base contre les luttes ouvrières.....	p. 2
. Comités de lutte	p.
LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE :	
. Espagne, Belgique.....	p. 5
CRISE ECONOMIQUE :	
. La récession au coeur de l'Europe.....	p. 4
. Armements ; négociations est-ouest.....	p. 6

ACCELERATION DU CHOMAGE, DEMANTELEMENT DE LA SECURITE SOCIALE C'EST TOUTE LA CLASSE OUVRIERE QUI EST ATTAQUEE

Au fil des mois, après la gauche, la droite intensifie ses attaques contre l'ensemble des travailleurs, attaques violentes non plus éparpillées mais frontales et massives menées par le "plus grand patron" : l'Etat. Avec notamment la poursuite du chômage et l'offensive contre la protection sociale, on assiste à une attaque de plus en plus générale et profonde contre TOUTE la classe ouvrière (1). En effet, la bourgeoisie, consciente de l'aggravation de l'effondrement économique du capitalisme mondial, essaie et parvient même de moins en moins à cacher qu'il lui faut à tout prix pressurer au maximum la classe ouvrière (2).

LA MONTEE DU CHOMAGE

En février, le cap de 11 % de chômeurs était officiellement atteint en France et, pour la quatrième fois consécutive, leur nombre augmentait de 42 000 par mois ! Cet accroissement du nombre de chômeurs "encore bien en-dessous de la réalité", comme le reconnaît même l'INSEE, n'est pas près de s'arrêter, bien au contraire. Chirac, le 25 mars, annonçait nettement la couleur : "Compte tenu du taux de croissance, on n'empêchera pas une augmentation du nombre de chômeurs, ni en France ni dans aucun autre pays européen ou industrialisé d'ailleurs." Il n'y a effectivement aucune illusion à avoir. Même la fameuse loi sur la flexibilité qui n'a pas d'autre but en réalité que de faciliter les licenciements et le précarité du travail, n'a pas et ne donnera pas les résultats escomptés. Malgré cette loi, à ce jour, par exemple, 52 % des entreprises (dont près des deux tiers des grandes entreprises) considèrent qu'elles emploient encore trop d'ouvriers (3). Et les licenciements ne vont pas cesser de tomber. Les prévisions envisagent 500 000 chômeurs de plus d'ici la fin de l'année.

CE CHOMAGE, C'EST TOUTE LA CLASSE OUVRIERE QUI LE SUBIT PARTOUT DE PLEIN FOUET

Ce ne sont pas seulement les ouvriers chômeurs qui subissent une situation de chômage et de misère grandissante.

... "Cette situation de chômage et de misère grandissante, les ouvriers au travail la subissent aussi. Ils sont de plus en plus confrontés au chômage technique, aux vagues de licenciements toujours plus massives et répétées. Ils voient après chaque vague de licenciements (...) leurs conditions de travail empirer (...). Non seulement les ouvriers au travail sont contraints de verser à l'Etat des contributions de chômage supplémentaires, mais c'est

par centaines de milliers qu'ils sont aussi amenés à subvenir, avec leur salaire de plus en plus misérable, aux besoins élémentaires des membres de leur famille et de leur entourage déjà au chômage..." (4).

Et non seulement la misère grandissante du chômage tombe sur le dos de TOUTE la classe ouvrière mais, de plus, la bourgeoisie accorde de moins en moins de "garantie" à ses conditions de vie comme le montre l'accentuation des attaques contre les prestations sociales. Au centre de celles-ci, le démantèlement de la Sécurité Sociale, commencé par la gauche, est en train de s'effectuer de plus en plus rapidement.

LA SECURITE SOCIALE : UNE AUTRE ATTAQUE MASSIVE

Vu la profondeur de cette offensive, le gouvernement a mis en place, pour essayer de mieux faire passer la pilule, une esbroufe de "conseil des sages" afin de justifier "si la Sécurité sociale appelle des mesures d'urgence" et pour avoir "ensuite à analyser les perspectives de la S.S. à moyen et à long terme". En clair, cela signifie, comme le déclare Séguin, "une mesure d'urgence que le gouvernement ne manquera pas d'arrêter prochainement" et une succession d'attaques le long des mois à venir. Qu'on en juge :

Après les diverses attaques déjà passées (forfait hospitalier, remboursement à 40 % des médicaments à vignette bleue, etc.)

- à partir du 5 mai, les remboursements à 100 % accordés pour les maladies longues et coûteuses seront limités aux seuls soins relevant de ces maladies elles-mêmes. Ce qui veut dire qu'un malade atteint d'un cancer ou de paraplégie, par exemple, s'il attrape la grippe, les vitamines ne lui seront plus remboursés ! Les contrôles à leur égard seront renforcés. De toutes façons, la liste retenue des maladies de longue durée pour lesquelles les soins sont remboursés à 100 % est éloquente : ce sont des maladies complètement invalidantes sinon souvent mortelles !

- des maladies longues et coûteuses voient carrément la suppression du remboursement à 100 % (par exemple l'infarctus du myocarde après six mois),

- les maladies relevant de la "26ème maladie" (maladie dont les frais dépassent 80 F par mois pendant six mois comme l'hépatite virale ou des maladies affectant beaucoup de personnes âgées) verront leur dossier "révisé" par l'administration, et non leur médecin, qui décidera ou non de l'exonération.

En vérité, avec la crise, le capitalisme dévoile de plus

en plus sa véritable nature aux yeux des ouvriers : "si vous n'êtes plus rentables, vous pouvez crever !" Il faut de toutes façons de plus en plus payer pour avoir de moins en moins de garantie. Ainsi, à ces récentes mesures officiellement annoncées, il faut ajouter ces prévisions de Séguin :

- une nouvelle augmentation des consultations médicales à partir du 1er juin,

- un nouveau relèvement de la cotisation vieillesse qui touche le salaire des ouvriers et surtout les revenus les plus modestes car elle touche la partie des salaires au dessous du plafond de la Sécurité sociale,

- une franchise de 2 F sur tous les remboursements de médicaments, d'analyses biologiques ou de transports en ambulance,

- une augmentation générale de 5 points du ticket modérateur,

- un prélèvement à compter du 1er septembre de 1 % sur les salaires, les retraites, les préretraites et... même les indemnités de chômage !

En vérité, sous prétexte de maintenir une garantie contre la maladie, pour élever ses enfants et avoir une retraite, LES SALAIRES SERONT DIMINUES AFIN... D'AVOIR MOINS DE GARANTIE !

Il n'y a aucune illusion à avoir. C'en est bien fini de l'"Etat providence" ! Les ouvriers ne se trouvent plus face seulement à des patrons mais face à l'Etat qui est contraint d'attaquer les propres bases de la vie ouvrière à travers le chômage et la santé qui représentent le minimum vital !

Face à cette offensive FRONTALE, MASSIVE, qui touche tous les secteurs, toutes les régions, les ouvriers au chômage ou au travail, il n'y a qu'une riposte possible : DEVELOPPER UNE RIPOSTE FRONTALE, MASSIVE, UNIFIER TOUS LES COMBATS CONTRE L'AUSTERITE ET LA MISERE CAPITALISTES.

24/4/87

M.D.

(1) Voir R.I. n° 150 : "Allocations familiales, S.S., retraites : une nouvelle saignée dans les conditions de vie de tous les ouvriers".

R.I. n° 152 : "Attaques anti-ouvrières - 1987 : ni pause, ni recul mais aggravation".

R.I. n° 155 : "L'économie nationale plonge dans la récession. C'est toute la classe ouvrière qui en fait les frais".

(2) Voir article dans ce numéro, p. 4, sur la crise.

(3) Source : "Economie et statistiques", mars 1987.

(4) Extraits de notre Manifeste sur le problème du chômage - Supplément à R.I. n° 133.

SYNDICALISME DE BASE

LE RADICALISME DES GAUCHISTES AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE

Les grèves récentes de la Fonction publique, à la SNCF, des instituteurs, manifestent la très forte combativité ouvrière actuelle. Leur simultanéité, leur massivité, l'écho qu'elles ont rencontré (surtout celle des cheminots) posent ouvertement et clairement pour l'ensemble de la classe ouvrière la nécessité et la possibilité d'une riposte massive et unifiée aux attaques subies. La méfiance et le débordement des syndicats, la volonté de contrôler la lutte en assemblées, sont la preuve vivante que la classe ouvrière se dégage de plus en plus de l'emprise des partis bourgeois de gauche et des syndicats.

Mais les grèves récentes ont aussi montré que, les syndicats débordés, le PS et le PC déconsidérés, les ouvriers se trouvaient confrontés à d'autres forces bourgeoises. Plus radicales. Critiques à l'égard des syndicats : les gauchistes ; les trotskystes de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) et de Lutte Ouvrière (LO) au premier plan ; les délégués syndicalistes de base.

LA FAUSSE UNITE DEFENDUE PAR LES GAUCHISTES

Pour l'unité, disent-ils. Oui. Mais pour l'unité syndicale dit la LCR. L'impasse dans laquelle elle veut engager les ouvriers : "Comment aujourd'hui peser sur les organisations syndicales pour les obliger à l'unité?" (Rouge du 26/2/87). C'est le but qu'elle alloue aux luttes et à la création d'assemblées générales et de coordinations. Celles-ci ne sont plus au service du développement et de l'unité des luttes, mais au service de l'unité des syndicats. Les syndicats qui sont contre les grèves. Pour la division et la passivité ouvrières.

Pour l'unité, dit LO. Oui, mais pour l'unité dans la corporation. Lors de la dernière grève SNCF, L.O. : "Les cheminots sont sur la bonne voie. Ils peuvent gagner et gagner sur tout". (L.O. n° 970, 3/1/87)

Non, tous seuls, isolés, les cheminots ne pouvaient pas gagner. Divisés par corporations, les ouvriers ne peuvent pas gagner.

Pour l'unité, disent-ils. Non pour l'unité dans la lutte mais pour la fausse unité "usagers-grévistes" : Vitry, militant de L.O., porte-parole de la Coordination inter-catégorique de Paris-Sud-Ouest : "L'énorme majorité des usagers, qui sont des travailleurs (...) devront sans doute utiliser les mêmes moyens que nous." (Déclaration de la Coordination, du 2/1/87).

C'est nous qui avons souligné le futur.

Pour l'unité, oui, mais pas en pleine grève. Demain. Quand les cheminots auront été défaits, sans doute. Et d'ailleurs c'est ce qui s'est passé : le seul appel à l'extension de la part de cette Coordination, fut -en même temps que la CGT- le 11 janvier, quand les cheminots reprenaient le travail !

Les trotskystes de LO et de la LCR sont pour l'unité. Pas pour l'unité des ouvriers dans les luttes. Mais pour celle des syndicats, des forces bourgeoises.

LES GAUCHISTES CONTRE L'UNITE OUVRIERE

Les gauchistes sont contre l'unité ouvrière. Et ils le prouvent dans les faits et ce, malgré leurs déclarations. Pour cela il leur faut faire main-basse sur les tentatives d'auto-organisation des ouvriers. En prenant le contrôle des Coordinations, voire en précédant ces tentatives en créant de toutes pièces des coordinations artificielles ; comme dans la grève des instituteurs.

Une fois à la tête de ces organes, une fois au contrôle des luttes, leur tactique vise à enfermer les ouvriers dans le corporatisme.

Exagération ? Voyons dans les faits.

Ce sont les trotskystes de la LCR et du PCI (de l'École Emancipée) qui fixent comme revendication principale à la grève des instituteurs la suppression du projet de création des maîtres-directeurs. Plus corporatiste tu meurs. Alors que nombre d'instituteurs se mobilisaient contre la suppression des postes et la baisse des salaires. Revendications qui concernent toute la classe ouvrière. Revendications rejetées par les gauchistes.

Exemple plus clair encore. Exemple du double langage gauchiste. Exemple de radicalisme en paroles et de sabotage dans les faits : LO à la tête de la Coordination inter-catégoriques dans la grève des cheminots. D'un côté, dans LO 969, Arlette Laguiller, le 27/12, sur la grève : "Mais qu'est-ce que cela veut dire pour les autres travailleurs du service public, et même du privé ? Tout simplement que ce serait le moment de se joindre au mouvement commencé par les cheminots." Elle est clairement pour l'extension, semble-t-il.

Mais de l'autre côté ? Sur le terrain ? Qu'ont fait les militants de LO ? Ils proposent et font voter l'Appel suivant, le 29/12 : "L'ampleur de notre mouvement nous permet d'obtenir satisfaction sur l'ensemble de nos revendications (...) Si la direction SNCF ne veut pas entendre raison, il va falloir que les cheminots se fassent entendre encore plus fort." A quoi bon l'extension aux autres secteurs ? Conséquents, il n'y a rien dessus dans l'Appel. Rien sur l'unification avec les luttes qui ont lieu en même temps à la RATP, dans les ports. Rien sur la mobilisation croissante dans des secteurs tels que l'EIDF et les PTT.

Un oubli ? Absolument pas. Les militants de L.O. sont contre l'intervention du CCI-présents dans cette assemblée- qui pousse la Coordination à appeler à l'extension et à l'unification. Ils sont aussi contre la motion proposée par un groupe d'ouvriers qui appelle à l'unification des luttes (voir RI n° 153) : ils refusent de la faire voter car proposée par un ouvrier qui n'est pas cheminot. Et ils vont même jusqu'à l'exclure violemment de l'assemblée.

C'est consciemment et volontairement que Vitry et les militants de LO s'opposent à ce que la Coordination se prononce pour l'extension et l'unification de la lutte.

L'UNITE SYNDICALE CONTRE L'UNITE OUVRIERE

Une fois la volonté d'extension et d'unification cassée. Une fois l'isolement réussi, LO et la LCR ramènent les ouvriers sur le terrain bourgeois des syndicats. Au nom du "réalisme". Au nom de la défaite à laquelle ils ont contribué. La LCR appelle ouvertement à l'unité syndicale. Nous l'avons déjà vu. Mais LO n'est pas en reste : "La Coordination nationale inter-catégoriques des cheminots en grève demande à nouveau que des représentants de la base assistent aux éventuelles négociations entre direction et syndicats." (Appel de la Coordination du 29/12). Le représentant de la base ? Le permanent CFDT Vitry, tiens ! Il ne sera pas dépaycé, il connaît déjà tous les "négociateurs". En particulier ses compères syndicaux. La voilà l'unité prônée par les gauchistes, par les délégués syndicaux de base. C'est l'unité syndicale, c'est l'unité "direction-base" syndicale réalisée sur la division et la défaite ouvrières !

LES GAUCHISTES SE PREPARENT A SABOTER L'UNIFICATION DES LUTTES

De plus en plus, nous allons voir les gauchistes occuper le terrain préventivement. Devancer la combativité ouvrière. Anticiper sur les besoins de contrôle et d'organisation des luttes ressentis de manière croissante par les ouvriers. C'est la création, nous l'avons vu, d'une Coordination artificielle lors de la grève des instituteurs. C'est le renouveau d'un syndicalisme combatif à la base : les tentatives de constitution de sections syndicales de la CNT récemment dans les postes. C'est la création de faux comités de lutte sur la base des différentes tentatives ouvrières de constitution de vrais comités (voir RI 154). Du genre : "le Collectif pour le renouveau d'un syndicalisme d'action unitaire et démocratique" surgi ces derniers temps toujours dans les postes.

Le but de cette "occupation du terrain" par les forces bourgeoises du gauchisme ? Reconnaissons à la LCR le mérite de la franchise et de la clairvoyance sur son objectif : "Reste une question : comment structurer cette frange combative ? Celle-ci ne rentrera pas dans les organisations syndicales, mais elle veut mettre en place dès aujourd'hui un cadre de discussions et de mobilisation pour l'avenir." (Rouge du 26/2/87). Et ce "cadre de discussions et de mobilisation", la LCR et l'ensemble des gauchistes, des délégués de base, feront tout pour que ce soit celui du corporatisme, de l'isolement et de l'impuissance. En un mot, le cadre du syndicalisme. Le cadre de la défaite ouvrière. Contre la volonté de lutte, contre l'unification de la lutte ouvrière.

Ouvriers, vous voilà prévenus.

R.L.

COMITES DE LUTTE UNE EXPRESSION INDISPENSABLE DE LA MOBILISATION OUVRIERE

■ Dans RI n°154, nous avons fait amplement écho de 2 comités de lutte, l'un, "comité de lutte postiers en colère", regroupant des éléments de plusieurs services et centres de tri, l'autre formé à l'initiative de travailleurs de l'EDF de la banlieue sud de Paris. Nous savons aussi qu'une tentative comparable a vu le jour à Marseille parmi quelques travailleurs de différents centres de la Sécurité Sociale. L'apparition de tels regroupements, et nous sommes certains qu'il y en a d'autres, a été le produit direct de la situation d'effervescence générale créée en France pendant et après la grève de la SNCF : cette effervescence, faite de tentatives de mobilisation et surtout de discussions nombreuses dans les ateliers, services, centres de tri, était liée à l'enthousiasme suscité par l'exemple des cheminots, mais aussi, après la défaite de ceux-ci, au besoin de comprendre les raisons de cette défaite, afin de préparer les prochains combats. L'apparition de tels comités exprimait également la volonté de ne pas subir passivement le poids de la contre-offensive des syndicats et de la CGT en particulier qui cherchait à entraîner les travailleurs du secteur public dans des actions bidons, isolées et sans perspective, dans le but de transformer la défaite des cheminots en déroute générale de toute la classe ouvrière en France. (Voir à ce sujet le tract publié par le comité de lutte EDF, paru dans RI n° 154).

Ainsi, les comités qui ont surgi ont été une réponse active :

- au besoin, à un moment où au lendemain d'une défaite, la lutte, la grève, n'est pas immédiatement possible, de se regrouper, de rompre l'isolement, de garder des contacts entre les différents lieux de travail ;
- de ne pas laisser le terrain libre et le monopole de la parole aux syndicats, de leur opposer une autre voix ;
- de tirer ensemble, par la discussion la plus large possible, les leçons de la SNCF ;
- de préparer les luttes à venir.

Même si beaucoup de ces comités n'ont pas réussi à se maintenir au-delà de quelques réunions, se sont plus ou moins essouffés ou ont été amenés à espacer leurs rencontres, cela ne veut pas dire que leur surgissement n'a été qu'un phénomène éphémère, lié à une situation particulière. Ils sont au contraire les premiers signes d'une tendance générale qui s'est déjà concrétisée dans d'autres pays :

En Belgique, au cours même du grand mouvement du printemps 86, plusieurs comités d'action ont vu le jour, dans les mines du Limbourg, chez les cheminots de Charleroi, parmi les enseignants de la région bruxelloise, tous exprimant, à des degrés divers :

- l'énorme méfiance vis-à-vis des syndicats et la volonté de ne pas leur abandonner le contrôle d'un mouvement qui avait démarré sans eux ;
- la volonté de rechercher activement l'extension et l'unité dans la lutte.

En Grande-Bretagne, le groupe "Picket", formé par des imprimeurs et d'autres travailleurs, autour de la grève des imprimeurs et des événements de Wapping, a exprimé, surtout lorsque la lutte des imprimeurs était dans sa phase montante, les mêmes tendances.

Mais ce besoin des comités de lutte ne s'est pas exprimé seulement, comme en Grande-Bretagne ou en Belgique, au cours d'un mouvement en développement, mais aussi comme produit de la période générale : ainsi, en

Italie, existe maintenant depuis un certain temps un comité de lutte chez les hospitaliers à Naples, qui se fixe de jouer un rôle d'orientation et de stimulation dans les luttes appelées à se développer dans ce secteur : par des prises de paroles dans les assemblées convoquées par les syndicats, par la publication de tracts et d'affiches dénonçant les propositions bidon des syndicats et appelant à la tenue d'assemblées ouvertes à tous les travailleurs.

De tels regroupements de minorités ouvrières combattives sont appelés à se développer de plus en plus dans la période présente d'accélération de la confrontation entre les classes, ouverte au niveau international par le mouvement de grève massif du printemps 86 en Belgique. En particulier, dans une situation où les moments de calme relatif entre chaque vague de lutte massive sont de plus en plus courts, se trouvent toujours plus réunies les conditions qui rendent possibles et nécessaires l'apparition de lieux de regroupements, de réflexion et d'action en lien avec les luttes passées, en cours, et à venir. Le surgissement de tels lieux, même s'il est encore balbutiant, même s'ils expriment souvent encore de nombreuses confusions, est bel et bien l'expression de la maturation générale de la conscience qui s'opère dans la classe ouvrière, du désengagement progressif de celle-ci vis-à-vis de l'encadrement syndical, en lien direct avec l'accélération du rythme de la confrontation entre les classes.

Les comités de lutte qui surgissent aujourd'hui ont un rôle essentiel à jouer :

- pour, au sein des luttes, défendre la nécessité de l'extension et de l'unification des combats ;
- pour y montrer la nécessité des assemblées générales souveraines et des comités de grève élus et révocables par celles-ci ;
- pour mener en leur sein, y compris en dehors des moments de lutte, la discussion et la réflexion la plus large, dans le sens de tirer les leçons des luttes précédentes ;
- pour être des lieux de regroupements, ouverts à tous les ouvriers désirant y participer, quel que soit leur secteur, leur éventuelle appartenance syndicale, etc...

Selon la situation immédiate, les circonstances, les aspects de discussion-réflexion ou d'intervention, de propagande (par tract, prise de parole dans les AG, non seulement dans leur propre secteur, mais aussi dans les autres) peuvent prendre les devants les uns par rapport aux autres, mais ils sont inséparables, parce que l'un comme l'autre, la lutte ouverte comme les moments de réflexion et de "digestion" des expériences récentes, font partie de l'activité de la classe.

LES DIFFICULTES ET LES DANGERS QUI GUETTENT LES COMITES DE LUTTE

Les comités de lutte ne sont ni des groupes politiques, définis par une plate-forme de principes, ni des organes unitaires, représentant l'ensemble de la classe en mouvement. Les principaux dangers qui guettent ces comités correspondent souvent justement à se prendre pour ce qu'ils ne sont pas et à cause de cela à échouer à remplir la tâche pour laquelle ils sont nés.

En ce sens, une question vitale, sans laquelle ils ne peuvent se maintenir c'est de rester des lieux ouverts

tant par rapport à la question qui participe ou pas, que par rapport aux sujets abordés dans les discussions. Ainsi, si la question syndicale est un sujet souvent abordé dans ces comités -ce qui n'est pas un hasard puisqu'elle est au centre des obstacles que rencontre la classe ouvrière dans sa lutte aujourd'hui- ce serait une erreur de faire de cette question, comme de toute autre question, un critère de participation au comité, ou d'exclusion de celui-ci. Ils ne doivent pas se figer sur le niveau de clarification politique atteint par un certain nombre de ses participants à un moment donné, par exemple par l'adoption d'une "plate-forme politique minimale" excluant de fait de nombreux ouvriers combattifs n'ayant pas atteint le niveau de clarté politique ou étant en désaccord sur tout ou partie du contenu d'une telle plate-forme. En effet, ces comités existent non dans l'objectif de parvenir à l'adoption de principes politiques et donc dans un processus d'intégration au milieu politique prolétarien, mais comme produit direct des luttes et orientés vers la préparation active des luttes futures : sur cette base, créer des critères d'appartenance, vouloir fermer le comité par exemple aux ouvriers syndiqués ou encore le limiter aux ouvriers de tel secteur particulier, ne fait rien d'autre que créer un "nouveau concurrent" aux syndicats existants, créer de nouvelles divisions au sein de la classe. S'il y a une "base minimum" pour ces comités, c'est celle pour laquelle ils naissent la plupart du temps : non à toutes les divisions, non à l'enfermement corporatiste, ouverture la plus large possible.

Les comités de lutte, participant pleinement au processus de développement de l'organisation unitaire de la classe et ont un rôle actif à jouer dans le surgissement de celle-ci. Pour autant, un des pièges importants qui les guette, c'est le risque de chercher à se substituer à cette organisation unitaire. Les comités de lutte ne sont pas des comités de grève, ni des embryons de futurs comités de grève. L'une de leurs tâches consiste justement à pousser à la tenue d'assemblées générales souveraines et à l'élection de comités de grève par celles-ci. Tout renoncement sur ce plan, toute tentation de se substituer aux AG signifie pour un comité de lutte sa transformation en nouveau syndicat, c'est-à-dire sa mort.

Et cela la bourgeoisie l'a bien compris. Le travail de sape des syndicalistes et des gauchistes qui cherchent à étouffer dans l'oeuf la dynamique vivante des comités de lutte, consiste justement :

- à chercher à les enfermer sur eux-mêmes à travers l'adoption de critères d'appartenance, de plate-forme, voire de cartes d'adhérents, de cotisations ;
- à chercher à les détourner de leur fonction, à les transformer en prétendu nouvel "organe représentatif" prétendant décider en lieu et place des AG de grévistes. C'est ce qu'on a vu par exemple dans le "printemps belge 86" où le sale travail des maoïstes au sein du comité de lutte du Limbourg a consisté, en poussant à son auto-proclamation en "comité de grève", à le transformer en obstacle central à la tenue d'AG souveraines dans les mines.

Malgré les hésitations, les balbutiements, malgré le fait que les tentatives de se regrouper en comité de lutte laisseront de moins en moins la bourgeoisie inactive, les révolutionnaires soutiennent activement la tendance à leur surgissement parce qu'elle correspond à un réel besoin de la classe ouvrière dans la période actuelle : celui de jouer un rôle actif dans le processus complexe et difficile qui mène à l'auto-organisation de la classe et à la prise en main de l'unification de ses combats.

P.E.

UNE SEULE RIPOSTE: UNIFIONS NOS LUTTES

(suite de la page 1)

C'est la même CGT qui, au début de 1987, alors que la grève des cheminots s'était enfermée dans le corporatisme et allait vers la défaite, que la bourgeoisie avait repris le contrôle de la situation, que le rapport de force n'était plus favorable à la classe ouvrière, a hurlé à l'extension du mouvement à d'autres secteurs pour entraîner le maximum d'ouvriers dans une bataille qui était déjà perdue. Non seulement elle a tout fait avec les autres syndicats et les gauchistes pour mener les cheminots à la défaite, mais de plus, à travers ses appels à l'extension, ce n'est que la défaite qu'elle a cherché à "étendre" à toute la classe ouvrière.

UNIFIER LES LUTTES : UNE NECESSITE VITALE QU'IL FAUT PRENDRE EN CHARGE TOUS ENSEMBLE

Enfin les ouvriers ne doivent en aucune manière céder la prise en charge collective de leur lutte, son organisation, sa centralisation, aux syndicats, que ce soit les centrales elles-mêmes ou leurs militants de base radicaux sous prétexte qu'"ils savent comment faire", qu'"ils ont l'habitude de ces questions". La classe ouvrière a montré, notamment au début de la grève SNCF, qu'elle n'avait besoin de personne pour diriger et étendre sa lutte.

C'est notamment à partir du moment où elle a laissé les militants syndicalistes de base, issus de groupes gauchistes comme LO et la LCR, prendre le contrôle de la lutte, à travers les coordinations, que sa direction s'est de plus en plus nettement tournée vers l'enfermement et l'étouffement du mouvement et non vers son élargissement.

Aujourd'hui les ouvriers trouvent de plus en plus sur leur chemin ces "spécialistes" du syndicalisme de base que sont les gauchistes, ces "révolutionnaires" qui font tout pour les déposséder de leur lutte, la dévoyer et participer activement à l'organisation de la défaite.

C'est pour cela qu'on les voit susciter ou même créer de toutes pièces des "coordinations" qui ne sont en aucune façon l'émanation de l'ensemble des ouvriers en lutte, qui ne représentent qu'elles-mêmes -comme dans la lutte des instituteurs ou dans celle des hôpitaux de la région parisienne. Mieux que cela ils animent des coordinations même quand il n'y a pas de lutte, comme aujourd'hui à la SNCF.

La multiplication par les syndicalistes de base de ces coordinations artificielles et autoproclamées, loin de chercher à répondre aux besoins des ouvriers, aujourd'hui, de prendre en main leurs luttes pour les unifier, ne vise qu'à les déposséder, pour mieux les mener à l'isolement et à l'impasse (cf. article p. 3).

Aujourd'hui les ouvriers doivent apprendre à discerner entre les différents mots d'ordre, les différentes actions qu'on leur propose, ceux qui les font tomber dans des pièges. Ils doivent apprendre à démasquer ces faux-amis qui leur parlent sans cesse de "mobilisation unitaire", "d'extension", de "coordinations".

Mais pour cela ils ne doivent pas oublier que la priorité pour leur combat soit efficace contre les attaques de la bourgeoisie c'est qu'il soit le plus unifié possible, et pour qu'il soit le plus unifié possible ils ne doivent, à aucun moment, laisser à personne d'autre qu'à eux-mêmes, tous ensemble, le soin de le prendre en charge.

J.C.

QUELQUES LIBRAIRIES OU ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU C.C.I

BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine
BREST : "Graphitis", place St Louis
DUNKERQUE : Maison de la Presse : 34, rue Poincaré
LILLE : "Libre Pensée" : 38, rue Jules Guesde
LYON : "La Gryphe" : 5, rue Sébastien Gryphe, LYON 7
MELUN : "La Porte Ouverte" : 19, Général de Gaulle
METZ : "Librairie Géronimo" : 31, rue du Pont des Morts
MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
MONTROUGE : "La Boulangerie", 67, rue de Bagneux
NANTES : "Le Bateau Livre", rue Jean Jaurès
NICE : "Le Temps de Vivre", 50, bd de la Madeleine
ORLÈANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame de la Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis, rue d'Alésia, 75015
"Parallèles", 47, rue St Honoré (75008)
PAU : "L'Étincelle", 41, rue Maréchal Joffre
ROUEN : "L'Armitière", 5, rue Basnage
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60, rue Bayard
FNAC, 1 bis, place Occitane
Centre Commercial Reynerie
"Print", rue des Arts
"Les Arcades", place du Capitole



LE PROLETARIAT D'EUROPE FACE A DES ATTAQUES MASSIVES ET FRONTALES

"A coup sûr, la situation actuelle offre par bien des traits d'inquiétantes similitudes avec celle de 1929, mais cette fois, les enjeux sont infiniment plus élevés et la puissance de la bombe infiniment plus grande... Tous les clignotants rouges s'allument. Le tiers-monde n'a plus les moyens d'une croissance classique. Le pays le plus riche du monde, les USA, est devenu emprunteur net de capitaux et sa dette est équivalente à celle de tous les pays sous-développés. Trente-six millions de gens y vivent en dessous du seuil de pauvreté. Il n'est question partout que de nouvelles pauvretés, un homme sur trois est sous-alimenté et souffre de la faim. Au Japon, le stock des voitures invendues s'accroît. Le commerce international partout se rétracte." (Monde Diplomatique, mars 87)

Ce qui vient raviver l'inquiétude de la bourgeoisie dans un contexte où le prolétariat tend à réagir de plus en plus massivement face à la dégradation frontale de ses conditions de vie, peut se résumer en un seul mot : récession. Si les experts de la classe dominante avaient appelé 1986 "l'année de la relance manquée", à peine terminé le premier trimestre de 87, qu'ils n'hésitent pas à caractériser cette nouvelle année comme celle "du grand ralentissement".

■ Cette réalité d'une nouvelle récession mondiale, annoncée "officiellement" par les nouvelles révisions à la baisse de la croissance mondiale par le FMI (2,7% au lieu de 3,1%) est encore plus patente lorsque l'on examine l'évolution de ce qui reste le cœur et le poumon de l'économie capitaliste : la production industrielle. Celle-ci n'a augmenté que de 1% en moyenne pour les sept pays les plus industrialisés du monde en 86, alors qu'elle avait encore progressé de 3% en 85. Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, le ralentissement est du même ordre : 1,2% en 86 contre 2,9% en 85. Derrière la sécheresse des chiffres, et le caractère apparemment dérisoire de 1,2 ou 3% de plus ou de moins, c'est la survie de millions d'hommes, la dégradation accélérée des conditions d'existence de millions de prolétaires qui sont en jeu. Or, lorsqu'on sait que les pays de l'OCDE produisent à eux seuls les 2/3 de la production mondiale, on peut saisir d'emblée toutes les conséquences de la récession se développant en leur sein, sur l'ensemble de la planète. Ce caractère mondial de la récession n'est certes pas nouveau, mais ce caractère prend une ampleur et une profondeur sans précédent. Profondeur dont la guerre commerciale initiée par les USA en premier lieu contre l'Europe et le Japon mais qui ne saurait épargner le reste du monde, est à la fois un symptôme et l'une des racines principales (voir RI 153).

Les 100% de taxation infligés par les USA à toute une série d'exportations nipponnes, allant des TV aux micro ordinateurs, ne sont que le tout début d'une offensive qui va toucher l'ensemble des continents. Or, lorsqu'on voit les effets que cela a déjà eu sur le Japon, seconde puissance économique mondiale : la production industrielle qui était de 11% en janvier 85 a chuté à une moyenne annuelle de 0,1% en 86; ce qui entraîne une progression officielle du chômage de 3% en un an, on peut mesurer ce que le développement de cette guerre commerciale va entraîner en matière de licenciements massifs, de réduction drastique des salaires, d'intensification des cadences d'exploitation.

BRUTALITE ET AMPLIEUR DE LA RECESSION A VENIR

Cette récession en train de se développer va être marquée par deux traits fondamentaux : sa brutalité et son ampleur.

Sa brutalité se manifeste dès aujourd'hui par une intensification sans précédent des attaques frontales dont est victime le prolétariat partout dans le monde, du nord de l'Europe en passant par les USA jusqu'à l'hémisphère sud.

Son ampleur s'explique par le fait que, ce qui se produit à l'échelle d'un pays où désormais, ce ne sont plus seulement les secteurs "traditionnels" comme les mines, la navale ou le textile qui subissent de plein fouet les attaques, mais aussi les secteurs de "pointe" tels l'aéronautique, la téléphonie, l'informatique, de la même façon que ce n'est plus seulement le secteur privé mais aussi, et de plus en plus, le secteur public qui subit le choc de la crise, a désormais pour théâtre l'ensemble de la planète.

Désormais, il n'y a plus de locomotive pour l'économie mondiale, les plus forts s'enfoncent irrésistiblement dans la crise, on l'a vu pour le Japon, on va de plus en plus le voir pour l'Allemagne. Ce pilier de l'économie européenne qu'est la RFA a vu sa croissance baisser de 4,5% en 85 à 2,7% en 86, et toutes les prévisions s'accroissent pour dire qu'en 87, cette croissance sera encore moins forte, sans doute autour de 1%. L'Europe, dans son ensemble, va être aux premières loges de la récession mondiale. Le gouvernement français vient encore de réviser à la baisse ses prévisions de croissance pour 87, pourtant déjà bien modestes. Tandis que la Hollande annonce le licenciement de 16 000 fonctionnaires, tandis qu'en Espagne le chiffre du chômage frôle de plus en plus les 25% !!!

ACCELERATION INTENSIVE DES ATTAQUES ANTI-OUVRIÈRES

Même si l'ensemble de la population non exploitée ou globe va subir le contre-coup de cette nouvelle plongée dans la récession, c'est sur la classe ouvrière que va retomber l'essentiel du choc. Ce choc va être terrible, dans la mesure où il va concerner la condition ouvrière, sous tous ses aspects. Plus que jamais, l'avenir des prolétaires du cœur du capitalisme est indiqué par ce que

subissent déjà leurs frères de classe à la périphérie du système; hideuse et brutale la misère va de plus en plus envahir les grandes métropoles du capitalisme.

Si les prolétaires d'Europe, et des USA, connaissent déjà des conditions difficiles, depuis toutes les attaques massives dont ils ont été victimes depuis dix ans, ces attaques sont en train de connaître une accélération qualitative avec la nouvelle récession en cours.

A l'ouest, la bourgeoisie emprunte de plus en plus à sa consœur de l'est l'art du mensonge. En effet, selon les chiffres officiels le chômage ne toucherait, pour l'ensemble de l'OCDE, que 8,1% de la population active. Or l'OCDE elle-même considère que le chômage dissimulé serait de l'ordre d'au moins 16 millions de chômeurs, ce qui fait qu'on atteindrait déjà un total de 45 millions. Comme ces chiffres sont manifestement sous-estimés, on peut déjà estimer à 50 millions le nombre de chômeurs dans les pays de l'OCDE. La récession en cours va entraîner une sensible accélération de celui-ci dans les deux années à venir. Ainsi, dans la seule sidérurgie, et dans la seule CEE, ce sont 45 000 emplois qui devront être supprimés d'ici 1990 !! La France, d'ici début 88, envisage déjà de procéder à 100 000 suppressions d'emplois dans l'industrie, la RFA envisageant quant à elle, un chiffre d'au moins 80 000 pour la même période. Dans la Fonction Publique, des dizaines de milliers de suppressions d'emplois sont annoncées dans le même temps en Belgique, Hollande, France. Le Japon quant à lui, vient d'annoncer 61 000 suppressions d'emplois dans les seuls chemins de fer. Partout, la lèpre du chômage devient le quotidien de toutes les familles ouvrières. A cette attaque via le chômage, vient s'ajouter le blocage, la réduction de l'ensemble des salaires. Les USA, première puissance capitaliste mondiale, nous fournissent une illustration saisissante de ce qui attend l'ensemble de la classe ouvrière au cœur du capitalisme.

Alors que l'on a entendu vanter sur tous les tons, il y a encore deux ans, la soi-disant nécessité du libéralisme à la Reagan, 60% des huit millions d'emplois créés à plein temps par les USA entre 79 et 84 procurent un salaire d'environ 3500F par mois !!! 10% des ouvriers américains occupant ces nouveaux emplois ont perdu 50% de leur pouvoir d'achat, 30% ont perdu entre 25 et 50% de ce pouvoir d'achat !!! Par exemple, une ouvrière licenciée qui, dans la sidérurgie gagnait 14\$ l'heure, en gagne maintenant comme caissière 3,75. Cette réalité n'est pas propre aux USA : les TUC, les TIL, les PIL tels qu'on tend à les connaître dans toute la CEE, tout en précarisant une fraction croissante du prolétariat, constituent une terrible pression vers le bas pour l'ensemble des salaires ouvriers.

A cela s'ajoute un démantèlement radical de l'Etat-providence, qui va toucher et commence déjà à toucher l'ensemble des ouvriers, les chômeurs comme les actifs, les jeunes comme les retraités. C'est la réduction drastique du salaire social via la diminution des retraites et ce tout ce qui concerne les dépenses de santé. Désormais, il sera de plus en plus difficile pour les ouvriers de se soigner, et au terme d'une vie, où usés par des décennies d'exploitation, ils aspirent à un peu de repos. Repos rendu de plus en plus difficile via l'abaissement des pensions de retraites. Si déjà les prolétaires à l'est sont obligés de travailler après leur retraite pour ne pas connaître la misère, c'est à la même situation que se trouveront de plus en plus confrontés les prolétaires à l'ouest dans les années à venir.

Cette terrible dégradation de la condition ouvrière est le seul avenir que peut offrir le système capitaliste en crise, mais derrière celle-ci se dessine un autre avenir : celui concentré dans les mains du prolétariat. Or partout celui-ci aux quatre coins de la planète, et tout particulièrement là où les combats seront décisifs, en Europe, réagit aux attaques de la bourgeoisie par des luttes toujours plus massives. Sur cette base, celle d'une homogénéisation croissante de la condition ouvrière, la simultanéité internationale de la riposte ouvrière, se renforce, et avec elle, se développe non seulement la nécessité mais plus encore la possibilité d'une unification des luttes ouvrières en vue d'une riposte une et indivisible face aux attaques d'un seul et même système aux abois. Malgré la longueur et la difficulté de ce combat, jamais les conditions n'ont été aussi favorables pour que le prolétariat en sorte victorieux.

RN

RPOSTE MASSIVE EN ESPAGNE CONTRE LA STRATEGIE LES OUVRIERS DOIVENT

■ Depuis plus de deux mois, l'Espagne est secouée par une vague de grèves -la plus importante depuis la fin des années 70 et qui place à l'heure actuelle ce pays au premier plan en Europe occidentale du point de vue des luttes ouvrières-, touchant simultanément tous les secteurs : les transports (compagnies aériennes Iberia et Aviaco, bus de Barcelone, métro madrilène, chemins de fer...), les hôpitaux, les mines des Asturies, l'automobile (FASA-Renault, SEAT), la sidérurgie, la métallurgie, le bâtiment, les journaliers agricoles... Partout, de Barcelone à Cadix, des Asturies à l'Extramadura, ce sont contre les mêmes attaques du gouvernement socialiste de F. Gonzalez (licenciements massifs annoncés avec le deuxième plan de reconversion depuis la venue du PSOE au pouvoir, augmentations salariales de 5% équivalent au taux d'inflation prévu -et très certainement sous-évalué- pour l'année 87, réductions draconiennes de toutes les prestations sociales...) que la colère générale a explosé fin février et s'est encore amplifiée ces deux derniers mois (cf RI 155).

Face à cette situation de surgissements massifs et simultanés de luttes dans tous les secteurs, tout le pays -situation posant la nécessité et la possibilité pour les ouvriers de faire converger tous les foyers de lutte en un seul front de riposte une contre les attaques frontales du gouvernement- la bourgeoisie espagnole a su tirer immédiatement les leçons du formidable mouvement des ouvriers de Belgique au printemps 86 de même que celui des cheminots en France en décembre dernier. Confrontée de façon urgente au danger croissant d'unification des luttes ouvrières, elle a pris les devants et déployé dès le début du mouvement tout l'éventail de ses forces d'encadrement sur le terrain -de l'UGT pro-socialiste aux groupuscules gauchistes de tous bords, en passant par les CCOO ("commissions ouvrières" liées au PCE)- afin de maintenir la dispersion, l'isolement, afin d'empêcher les ouvriers de prendre eux-mêmes en mains leur lutte pour les unifier. Et c'est à travers un partage des tâches soigneusement organisé entre les différentes forces syndicales appuyées par leurs bases radicales, que cette stratégie de dispersion des luttes a pu être mise en place. Alors que l'UGT s'efforçait de redorer son blason en radicalisant son langage, en prenant ses distances vis-à-vis du PSOE, les CCOO tentaient de se présenter comme les "seuls défenseurs de la classe ouvrière", dénonçant à cor et à cris le soutien de l'UGT au gouvernement socialiste, tandis que, face à la méfiance croissante des ouvriers envers les syndicats, les multiples groupes gauchistes affichaient un "radicalisme" encore plus outrancier, "contestant" UGT et CCOO pour tenter de masquer que toutes leurs fausses alternatives de lutte participent de la même stratégie d'ensemble destinée à diviser les ouvriers, à épuiser leur combativité, à les empêcher de prendre eux-mêmes l'initiative du combat.

LES MANOEUVRES SYNDICALES CONTRE L'UNIFICATION DES LUTTES

Alors que, en Espagne comme dans tous les pays, c'est la question de l'unification des luttes et de leur

BELGIQUE

UNE NECESSITE PC DEJOUER LES PIEGES

Après quatre semaines de lutte intense, les mineurs en Belgique ont dû reprendre le travail après que les syndicalistes de base notamment, sous le masque d'ouvriers radicaux et combattifs se soient employés à entraver, isoler le mouvement et le conduire à la défaite.

Depuis début janvier, et durant deux mois, une forte agitation se manifestait chez les mineurs suite à l'annonce de 8 000 suppressions d'emplois et la fermeture de trois sites miniers sur cinq.

Durant deux mois, les ouvriers ont multiplié les interruptions de travail en signe de protestation, et engagé des discussions devant les portes des puits, s'interrogeant sur les moyens de mener un combat efficace. Pendant ce temps, syndicats et syndicalistes de base s'activaient : les uns promettant, pour tenter de calmer les esprits et désamorcer la colère ouvrière, de ne pas sortir des négociations avec la direction sans obtenir de reconversion et de garanties d'emplois. Mais les ouvriers ne mordent pas à cet hameçon-là. Les autres, usant sur le terrain de discours combattifs et radicaux pour appeler les ouvriers à l'action. Quelle action ?

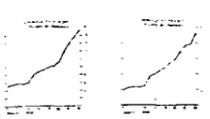
- Faire pression sur les délégués combattifs (c'est-à-dire eux-mêmes, le plus souvent affiliés aux organisations gauchistes style ex-maoïstes reconvertis) et les syndicats pour "préparer la résistance" ;

- appeler les mineurs à exiger des élections syndicales immédiates sur base de listes contenant des délégués combattifs. Par ce biais les syndicalistes de base tentaient de détourner les ouvriers de leurs revendications en exploitant les rumeurs surgies juste à point selon lesquelles les élections syndicales seraient repoussées au lendemain des négociations, à partir de listes épurées.

Mais pour les ouvriers, la perspective de fermeture des trois puits avec comme conséquence le chômage est plus forte que les manoeuvres conjuguées des syndicats et des syndicalistes de base. Rien ne peut apaiser les mineurs et, début mars, renforcés par un contexte de luttes simultanées (SNCB, aéroports, enseignants...) les mineurs partent en grève sans consigne syndicale, étendant dès le premier jour celle-ci aux trois puits concernés par les menaces de fermeture. Pendant près de deux semaines des manifestations quotidiennes massives se rendent vers les deux autres puits pour convaincre

REVOLUTION INTERNATIONALE

**MANIFESTE
SUR LE PROBLEME
DU CHOMAGE**



**CONTRE LE CHOMAGE
ET LA MISERE CAPITALISTES:
OUVRIERS AU TRAVAIL,
OUVRIERS AU CHOMAGE,
UN MEME COMBAT,
UNE SEULE CLASSE OUVRIERE**



LA STRATEGIE SYNDICALE DE DISPERSION, COMMENT PRENDRE EN MAIN ET UNIFIER LEURS LUTTES

prise en mains par les ouvriers eux-mêmes qui est plus que jamais au coeur de la situation présente, les syndicats ont déployé tout l'arsenal de leurs manoeuvres d'éparpillement des luttes, se mobilisant aux quatre coins du pays et dans tous les secteurs pour empêcher leur convergence. C'est ainsi qu'ils ont occupé tout le terrain à travers :

- la planification de grèves tournantes, par secteur, par région, un jour les transports, puis la santé, l'automobile, la sidérurgie, les mines...;

- la planification de manifestations de rue à des lieux et jours distincts, non seulement entre différents secteurs, mais également au sein d'un même secteur. Ainsi ils ont appelé les seuls journaliers agricoles d'Extremadure à une manifestation à Madrid en février, programmant une autre manifestation en mars pour les journaliers d'Andalousie et de Murcie. C'est cette même manoeuvre de division qu'ils ont réitérée dans la grève des mineurs aux Asturies, jouant sur la fausse division entre UGT et CCOO. Alors que l'UGT avait planifié une marche sur Madrid pour le 4/3, les CCOO, elles, appelaient les mineurs à manifester le 5;

- des appels à une fausse extension, à une fausse solidarité, après avoir magouillé pour écarter tout risque d'élargissement réel des luttes. Au moment même où un mouvement de reprise du travail s'amorçait fin mars après plusieurs semaines de lutte dans les mines de Hunosa (Asturies) -où là aussi, malgré l'énorme combativité et l'extension spontanée du mouvement à tout le bassin minier, les ouvriers sont restés isolés dans "leur" secteur-, les CCOO pouvaient alors se payer le luxe d'appeler sans risque à une "grève générale" dans toutes les Asturies en "solidarité" avec les mineurs ;

- des appels à des mobilisations "générales" à travers la planification par les CCOO de journées d'action stériles du même type que celles organisées par la CGT en France. De plus, par cette manoeuvre, les CCOO visaient à couper l'herbe sous le pied des ouvriers, à les immobiliser. En Espagne, comme dans tous les autres pays d'Europe occidentale, du fait de la méfiance croissante des ouvriers envers les syndicats, il s'agit pour ces derniers, en occupant tout le terrain, d'assimiler toute idée de lutte massive, toute idée d'unité à la lutte derrière les syndicats, afin d'écoeurer les ouvriers en leur présentant une fausse alternative : soit lutter avec les syndicats, soit ne pas lutter. C'est ainsi que le 12/3, à la manifestation nationale appelée par les CCOO, seules les troupes syndicales étaient présentes. Voilà comment, en Espagne comme partout ailleurs, les syndicats prenant les devants face au besoin d'unité de la classe ouvrière, ont réussi à empêcher momentanément les ouvriers de faire de la rue un lieu privilégié pour se regrouper massivement et unifier leurs luttes.

Néanmoins, malgré l'efficacité temporaire de cette manoeuvre, les ouvriers ne sont pas restés passifs. Partout la combativité, la volonté de résister aux attaques bourgeoises, n'a cessé de croître au fil des semaines. Face à cette menace toujours présente d'unification des luttes, les CCOO se sont une fois de plus adaptées à la situation en appelant à une "grève générale" pour le

24/3 devant la multiplication des foyers de lutte dans un nombre croissant de secteurs. Ces appels à la grève générale ont été maintenus tant que les syndicats avaient la certitude de pouvoir contrôler la situation. Cependant, avec l'entrée en lutte de secteurs déterminants tels la RENFE (chemins de fer), principale entreprise du pays, et la métallurgie (plus d'un million d'ouvriers) -secteurs où les syndicats se sont vus débordés à maintes reprises- la menace d'une riposte massive et unie commençait à se profiler. C'est alors que le 18/3 les CCOO, conscientes du danger d'une telle situation, annoncent le report de la grève générale, afin d'éviter tout risque de débordement. Il leur fallait d'abord tenter de dévoyer les secteurs les plus combatifs avant de pouvoir ressortir la carte de leurs faux appels à l'unité dans la grève générale.

Le déploiement sur le terrain de toute cette stratégie syndicale d'éparpillement des luttes est significatif aujourd'hui de la capacité de la bourgeoisie à tirer les principaux enseignements des mouvements massifs qui ont secoué l'Europe occidentale (notamment en Belgique et en France) au cours de l'année 86, afin d'entraver les potentialités d'unification des luttes qui sont partout, et de plus en plus, une nécessité vitale pour la classe ouvrière.

L'IMPASSE DU SYNDICALISME DE BASE

Cependant, en Espagne comme dans les autres pays, toutes ces manoeuvres de sabotage des luttes viennent aujourd'hui accélérer encore le discrédit des syndicats dans les rangs ouvriers. Voilà pourquoi en Espagne, comme en France, en Belgique, en Grande-Bretagne, la bourgeoisie doit de plus en plus compter sur la participation active du syndicalisme de base à l'initiative de toute une panoplie de groupes gauchistes, tous plus "radicaux" les uns que les autres (anarchistes de la CNT, trotskystes ou ex-maoïstes de groupes tels "Nueva Claridad" aux Asturies ou le "Courant socialiste de gauche"), pour empêcher les ouvriers de transformer leur méfiance envers les syndicats en une prise de confiance en leurs propres forces, épuiser leur combativité dans des impasses, des actions stériles telles que barrages de routes et blocages de voies ferrées comme aux Asturies, séquestrations de directeurs d'usines et affrontements avec les forces de l'ordre comme à Reinosa.

En Espagne comme en France on a vu également les gauchistes monter de toutes pièces des "coordinations" auto-proclamées, telles que la "coordination des assemblées de chômeurs" aux Asturies sans aucune dynamique ouvrière réelle et composée essentiellement de troupes syndicalistes de base, avec pour seul objectif celui d'entretenir la division entre ouvriers actifs et chômeurs.

Cette collaboration active des gauchistes à la stratégie syndicale de dispersion des luttes, de division de la classe ouvrière s'est plus particulièrement illustrée dans le mouvement des mineurs aux Asturies où on a vu le groupe trotskyste "Nueva Claridad" faire des pieds et mains pour enfermer les ouvriers dans l'impasse du corporatisme. (suite page 6)

EXTRAITS DU TRACT DIFFUSE LE 21 AVRIL
PAR LE CCI EN ESPAGNE

Pour que les luttes l'emportent

LUTTONS ENSEMBLE EN BRISANT LE "PROGRAMME DE FESTIVITES" SYNDICAL

Camarades !

Nous sommes en train de vivre la plus grande vague de grèves depuis la mort de Franco. De Cadix à Barcelone, de Léon à Bilbao, du secteur de l'Electricité aux transports publics, le mécontentement et la combativité se font entendre avec force, en même temps qu'en Belgique, en Grande-Bretagne, en Yougoslavie ou au Brésil.

Pourquoi un tel niveau de conflits sociaux ne se transforme-t-il pas en une FORCE UNIE ET MASSIVE capable de repousser l'attaque frontale et bestiale qu'ils sont en train de lancer contre TOUS ? Pourquoi, malgré une telle lutte, le gouvernement socialiste se permet-il de laisser sans revenu 100 000 journaliers agricoles, d'occuper militairement Reinosa avec une répression qui ferait pâlir d'envie Pinochet lui-même ? Et pourquoi le patronat peut-il inclure dans les conventions la mobilité géographique et fonctionnelle, la réduction de l'ancienneté, le travail précaire, l'aggravation des conditions de travail... ?

LE GOUVERNEMENT SOCIALISTE ET LE PATRONAT NE CEDENT PAS GRACE AUX SYNDICATS

Le magazine Cambio 16 nous dit avec le plus grand cynisme que "Le gouvernement attend que la stratégie syndicale de dispersion dissipe le climat social envenimé".

Nous ouvriers, pour faire valoir nos intérêts, nous avons besoin de lutter unis en brisant les barrières de l'entreprise, du secteur et de la région. L'UGT (lié au parti socialiste), les Commissions Ouvrières (liées au parti communiste), les "Comités d'Entreprise", soutenus par une flopée de syndicats "radicaux de base" (CNT, CAT, LAB, CSI...) crient à "la défense de nos intérêts", promettent des "mobilisations générales", mais DANS LA PRATIQUE ILS SONT EN TRAIN DE NOUS VENDRE, DE NOUS DIVISER.

Ils crient beaucoup "à la défense des ouvriers" mais ils n'arrêtent pas de signer des accords vendant les ouvriers.

TRANSFORMER LA COMBATIVITE EN REPONSE MASSIVE ET UNIE

Nous en avons assez de toutes ces petites journées de lutte, de tous ces arrêts de travail de 24 heures avec des services minimum renforcés. Nous sommes beaucoup d'ouvriers à voir que c'est maintenant le meilleur moment pour nous UNIR en regroupant en un seul FRONT les multiples foyers de lutte qui surgissent dans tout le pays.

Brisons le programme de "festivités" syndical

Les "journées de lutte", les calendriers de "mobilisations", sont des moyens parmi tant d'autres de nous fatiguer, nous disperser et nous diviser... Pour être forts nous devons nous mobiliser quand les conditions sont les meilleures, quand il y a le plus de possibilités de nous regrouper avec les ouvriers d'autres secteurs... Et cela nous ne pouvons le réaliser que PAR NOUS MEMES en brisant le programme de "festivités" syndical.

Faisons comme dans les Chemins de Fer français où les ouvriers sont entrés en lutte PAR EUX-MEMES en dehors des syndicats, décidant dans des ASSEMBLEES et Comités élus et révocables comment lutter, que faire, quoi négocier...

Faisons comme à Hunosa où les ouvriers ont imposé la grève spontanée et massive rompant avec les mots d'ordre d'arrêts de travail de 48 heures, "journées d'action", actions de "pression".

Gagnons l'unité dans la rue

Ne luttons pas dans l'isolement ! Ne perdons pas notre force en affrontements avec la police. Envoyons des délégations massives à d'autres ouvriers en lutte, à d'autres usines, à d'autres centres, aux bureaux de chômage... comme l'ont fait les mineurs belges qui sont allés en piquets massifs aux assemblées des cheminots.

La rue n'appartient pas à Fraga (homme politique de droite) ni aux bouffonneries syndicales, elle DOIT ETRE NOTRE. Faisons des manifestations communes comme à Bilbao où le 31 mars et le 10 avril se sont retrouvés ensemble les ouvriers des FPE et de plusieurs entreprises en lutte... Faisons comme à Santander où se sont unis les ouvriers de Fyasa, Remosa, Maliaño.

Les luttes doivent s'unir en manifestations unitaires, en assemblées communes élisant des délégués de tous les secteurs en lutte pour coordonner, en dehors des syndicats, les actions à réaliser, les négociations à mener, les pas à franchir...

AUJOURD'HUI PLUS QUE JAMAIS IL EST POSSIBLE DE LUTTER UNIS EN CASSANT LA DIVISION PAR ENTREPRISE, SECTEUR ET REGION !

EN LUTTANT ENSEMBLE NOUS GAGNONS TOUS !

UR LES OUVRIERS : LES DU SYNDICALISME DE BASE

les ouvriers de lutter avec eux. Les mineurs mettent à profit l'effervescence sociale en cours un peu partout pour envoyer des délégations massives à Ford, Philips, Velda (meubles), aux ouvriers dépendant des mines. Ainsi ont-ils exprimé leur conviction qu'étendre le mouvement est indispensable pour le renforcer, chose que n'avaient pas su réaliser les cheminots en France en décembre 86. Mais plus que cela, ils manifestaient la nécessité d'associer les chômeurs à leur combat en envoyant des délégations aux bureaux de chômage.

Dès lors les syndicalistes de base vont redoubler d'efforts pour canaliser et rompre cette dynamique d'extension. Ils useront de toutes les magouilles possibles pour limiter à 30 ou 40 mineurs les délégations chargées de chercher la solidarité, amoindrissant ainsi l'impact auprès des autres travailleurs. Ils dirigent les mineurs vers des actions "spectaculaires" mais inefficaces : envoi de délégations vers les locaux syndicaux, le siège social des mines.

Mais par dessus tout ils vont exploiter le besoin de s'organiser ressenti par tous les travailleurs pour se faire reconnaître comme les seuls aptes à organiser les ouvriers et s'assurer ainsi le contrôle du mouvement. C'est ainsi qu'un comité de grève surgit autour des délégués radicaux sympathisants proches du PTB (ex-maos) à Waterschei. Un autre comité surgit spontanément et en dehors de toute consultation des ouvriers à Eidsen avant même que la grève ne soit déclenchée, moyen plus sûr pour prendre d'assaut la direction de la lutte. Les éléments combatifs de ce "Front des mineurs" sont connus comme des sympathisants du Volksunie (parti nationaliste flamand). Ainsi armés les gauchistes vont étouffer dans l'oeuf le véritable besoin de s'organiser se substituant au pouvoir de décision et de contrôle des A.G. et à la création de véritables liens entre les mineurs eux-mêmes et au-delà, avec les autres secteurs ouvriers. Les cheminots en France avaient fait l'arrière expérience à travers les deux coordinations avec à leur tête les gauchistes, s'activant pour mieux diviser les ouvriers et les priver de tout moyen d'unir leur lutte et de l'étendre (cf. articles dans nos précédents numéros). Les mineurs en Belgique n'ont pu échapper au renouvellement de cette expérience : manigances et divi-

sions avec en plus de pseudo-querelles entre les comités pour, en fait, diviser les ouvriers, figer et dénaturer le besoin vital de coordonner les luttes, écarter toute possibilité de riposte unitaire.

Quand les ouvriers émettent l'hypothèse d'une marche sur Bruxelles afin d'élargir le mouvement -comme ils avaient tenté de le faire déjà en avril 86- les deux comités de grève s'emparent rapidement de ce qui n'était qu'une idée pour le vider prématurément de toutes ses potentialités. Sous leur "responsabilité", cette "marche" est repoussée à la fin du mois (26 mars). Cela laissera tout le temps à la bourgeoisie, gouvernement, syndicats et syndicalistes de base, de manoeuvrer, de s'organiser contre les ouvriers.

Direction des mines et syndicats signent l'accord le 19 mars prétendant "accorder des avantages" (doublement des primes de départ "volontaires", plan de reconversion visant à créer 30 000 emplois, pas de licenciement forcé). Sur le fond du problème, la fermeture des trois puits, une "période de réflexion est laissée jusqu'à la fin avril...

Les syndicats pourront alors prétendre ces prétendus "acquis" pour appeler à la reprise du travail dès le 20 mars. Les deux comités profiteront de cette proposition pour tenter de porter le coup de massue : à Waterschei, ils appellent à la reprise du travail pour le 27 mars, lendemain de la manifestation) sous le prétexte de "respecter l'unité et la démocratie syndicale". Et quand les mineurs de Eidsen sont quasiment les seuls à voter la poursuite de la grève, le "front des mineurs" joue le jusqu'aboutisme radicaliste pour isoler les ouvriers et parfaire la défaite.

Si aujourd'hui les mineurs ont repris le travail, leur combativité et leur capacité de mobilisation restent intactes : ils l'ont encore prouvé le 1er avril quand, contre l'intervention des services de police à Eidsen, les ouvriers de Winterslag et Waterschei répondent positivement à l'appel à la solidarité. Mais dans chaque lutte présente et à venir, ils auront à faire avec l'obstacle du syndicalisme de base, véritable fléau contre l'unité et la prise en charge des combats par l'ensemble des ouvriers.

24.4.87

MO

NEGOCIATIONS EST-OUEST

**C'EST UNIQUEMENT LES OUVRIERS
QUE LA BOURGEOISIE CHERCHE A DESARMER**

Depuis quelques temps, entre blocs de l'Est et de l'Ouest, refléussent de grands discours sur le désarmement. Un flot de paroles de "paix" inonde le monde. Tout un battage est organisé sur une "option zéro" ou même "double zéro" concernant le démantèlement des missiles sur le sol européen. De Moscou à Genève, les "négociations au sommet" USA-URSS reprennent et Reagan invite Gorbatchev à Washington. Chacun enchérit sur les "propositions" de l'autre pour prouver sa "bonne volonté" : l'URSS annonce qu'elle a mis fin à sa production d'armes chimiques et se dit prête, "si l'option zéro sur les euro-missiles est réalisée", à négocier également sur les forces conventionnelles. On parle déjà d'"entente cordiale", de "libérations de dissidents", de "désescalade militaire" et autres miroirs aux alouettes. On fait assaut de courbettes et de ronds-de-jambes inhabituels, on se congratulerait presque mutuellement : Shultz se déclare "ravi" de son voyage à Moscou, Gorbatchev qualifie les contacts pris de "prometteurs", Reagan se dit "ouvert" à toute discussion et chaque nouvelle proposition est accueillie de part et d'autre avec "le plus grand intérêt". A quoi riment ces simagrées ?

De cette modification sensible du langage des dirigeants des super-puissances, faut-il conclure qu'on irait vers une diminution réelle des armements et qu'il se produirait aujourd'hui une réelle modification de la situation mondiale dans le sens d'une atténuation des conflits et des antagonismes entre les blocs ?

RIEN NE SERAIT PLUS FAUX ET PLUS DANGEREUX. La réalité actuelle confirme au contraire pleinement ce que le CCI a toujours soutenu : le caractère inéluctable de l'accroissement des préparatifs guerriers et de l'aggravation des conflits impérialistes comme résultat de l'effondrement de l'économie capitaliste.

En s'enlisant dans la crise, le capitalisme ne peut s'enfoncer que dans une perspective qui passe par l'engloutissement et la stérilisation d'une part toujours plus importante de son économie dans le renforcement de son arsenal militaire.

L'ESCALADE DES ARMEMENTS

La diminution des armements, c'est un leurre pur et simple. C'est exactement le contraire qui se produit. A l'évidence, dans la réalité actuelle du capitalisme en crise, la bourgeoisie est poussée dans chacun des deux blocs :

- d'une part, à attaquer toujours davantage les conditions de vie de la classe ouvrière, exigeant d'elle chaque jour de nouveaux sacrifices, n'hésitant nullement à pratiquer "au nom des nécessités économiques et de l'intérêt national" des coupes claires dans tous les budgets sociaux ; voilà la "diminution", la "réduction" sur lesquelles portent les efforts de toute la bourgeoisie, unie dans un même consensus, voilà la seule "option zéro" praticable par la bourgeoisie : contre la classe ouvrière ;
- d'autre part, à ne rien se refuser en matière d'armements et d'équipements militaires.

Comme lors des accords SALT qui marquaient une fuite en avant, une escalade dans la production d'armements, comme dans tous les sommets précédents, de Ge-

RIPOSTE EN ESPAGNE

(suite de la page 5)

C'est ainsi que, au nom de "l'internationalisme prolétarien", ils ont fait venir d'outre-manche un de leurs compères britanniques en vue de propager "les enseignements" de la grève des mineurs en Grande-Bretagne; en exhortant les ouvriers asturiens à suivre l'exemple des mineurs anglais -celui d'une grève "longue et dure" dans le seul secteur des mines-, en contribuant ainsi de toutes leurs forces à isoler les mineurs des autres secteurs, voilà comment les gauchistes ont prêté main forte à toutes les manoeuvres syndicales de dispersion des luttes.

**PAS D'UNIFICATION POSSIBLE
SANS PRISE EN MAINS DES LUTTES**

L'expérience que vivent aujourd'hui les ouvriers en Espagne est riche d'enseignements pour les ouvriers de tous les pays, notamment ceux d'Europe occidentale. Elle montre que, dans une situation où ce sont tous les secteurs qui sont mobilisés au même moment, les ouvriers ne pourront développer un réel rapport de force capable de faire reculer le gouvernement qu'en prenant eux-mêmes l'initiative de la lutte, en déjouant toutes les manoeuvres de division déployées par les forces d'encadrement bourgeoises, en prenant en charge l'unification de leurs combats. Laisser les syndicats et leurs bases "radicales" occuper tout le terrain, c'est se laisser déposséder de tous les aspects de la lutte, c'est aller à la déferle.

C'est ce que les ouvriers d'Espagne et de tous les pays avancés, notamment ceux du reste de l'Europe occidentale, vont être conduits de plus en plus à comprendre à la suite des expériences de luttes - et de leurs confrontations aux manoeuvres bourgeoises- qu'ils mènent aujourd'hui.

Avril
26/4/87

nèves en Reykjaviks, au delà des paroles et des déclarations de "bonnes intentions" des diplomates et des chefs d'Etat, il existe une réalité bien concrète où l'accroissement général actuel spectaculaire à l'Est comme à l'Ouest des budgets militaires désigne un nouveau développement quantitatif et qualitatif des armements.

La part de la production mondiale consacrée à l'équipement des armées ne cesse de croître lors même que le produit national brut de chaque Etat tend à diminuer.

Le budget mondial pour la production d'armement représente déjà le chiffre vertigineux de près de 500 milliards de dollars dont 30% est absorbé par l'armement nucléaire (qui à lui seul équivaut à un million de fois la puissance de la bombe d'Hiroshima). Dans chacun des deux blocs, le développement de nouveaux systèmes d'armes toujours plus sophistiqués et destructeurs se poursuit et s'intensifie, ce qui est particulièrement vrai du côté américain avec la mise en oeuvre du programme de "la guerre des étoiles", nullement remis en question dans les négociations actuelles. De l'autre côté, l'URSS a décidé récemment de reprendre ses expériences d'explosions nucléaires souterraines qu'elle avait spectaculairement suspendues il y a 18 mois, preuve que les réalités militaires l'emportent toujours sur les belles paroles de la diplomatie.

En 1985, le monde a dépensé 7% de son produit brut pour l'armement et les deux "super-grands" ont totalisé 53% de ces dépenses mondiales, les USA venant largement en tête avec 31% de l'ensemble, augmentant ses dépenses militaires de 42% en 5 ans ! Quant à l'URSS, ses dépenses militaires absorbent officiellement 15% de son produit national brut. Concernant l'évolution de ces dépenses, il suffit d'évoquer l'enveloppe colossale de 474 milliards de francs -révisables à la hausse dès l'automne 88- octroyée à la loi de programmation militaire dans les 5 prochaines années que le Parlement français vient de voter -PS compris- pour l'équipement de l'armée afin de "lui permettre de lancer les armements du 21ème siècle" (sic) comme disent les journaux.

C'est qu'il ne peut être question pour la bourgeoisie d'aller vers la paix. La logique du capitalisme en crise la pousse inéluctablement vers la guerre. Les preuves sont là sous nos yeux : il n'y a pas aujourd'hui le moindre "refroidissement" des foyers de conflits. Bien au contraire ! (voir article ci-dessous).

La barbarie, les tueries qui se déchaînent à la périphérie du capitalisme sont l'expression direct des antagonismes existant entre les blocs impérialistes, servent les intérêts de leurs préparatifs guerriers.

**UN DISCOURS ADAPTE A LA MONTEE
DES LUTTES OUVRIERES**

Alors même que se poursuit et s'accroît le développement des tensions impérialistes et les préparatifs de guerre monstrueux et mortels pour l'humanité, à quoi correspondent les mensonges doucereux et "pacifistes" actuels des gouvernements et en particulier des deux leaders de bloc ?

Si le langage des dirigeants des grandes puissances s'est modifié ces dernières années, c'est bien parce que la classe ouvrière est au coeur des enjeux de la situation présente.

Dans l'alternance entre des discours bellicistes et des discours pacifiques de la part des gouvernements, les discours bellicistes qui ont marqué le début des années 80 avaient pour objet de justifier aux yeux de l'ensemble de la population et plus particulièrement à ceux de la classe ouvrière mobilisée sur son terrain de classe, les "nécessaires efforts d'armement" et les mesures de militarisation de la société. De leur côté, les discours pacifiques du type de ceux que nous entendons aujourd'hui ont pour objet de "démontrer" que ce n'est pas "notre gouvernement" qui veut la guerre, c'est "celui d'en face" car l'échec est inévitablement au bout de chaque négociation. Il n'est plus possible pour chaque puissance de maintenir de façon prolongée un langage belliciste sous peine d'apparaître comme directement responsable des tensions militaires et de se risquer à être confrontée à une mobilisation plus forte, plus large et plus unie des ouvriers en prônant ouvertement des "sacrifices supplémentaires" requis par les efforts militaires, alors que d'un côté on leur demande déjà à l'Ouest d'accepter chômage, austérité, réduction massive des budgets sociaux et, de l'autre, à l'Est, est mis à l'ordre du jour le renforcement de la discipline au travail et répression contre les "mauvais ouvriers".

Sous un langage pacifique ou belliciste, il s'agit de la même manoeuvre de la bourgeoisie. Elle cherche à anesthésier une classe ouvrière qui, développant de plus en plus largement ses luttes contre la dégradation grandissante de ses conditions d'existence, notamment dans les pays centraux du capitalisme, affirme de plus en plus sa propre alternative à la guerre de la bourgeoisie : la révolution prolétarienne mondiale. C'est seulement en détruisant le capitalisme et en construisant une société communiste que sera mis fin aux guerres, à la barbarie, à la misère.

YD

LES FRUITS POURRIS DE L'OFFENSIVE DU BLOC US

Comment croire à la paix et au désengagement alors que la guerre fait rage au Liban, en Irak-Iran, en Afghanistan, sans parler des dernières offensives occidentales au Tchad face à la Libye ; tous ces combats laissant sur le champ de bataille des dizaines et des dizaines de milliers de morts : la paix, telle que l'envisage et l'exprime le capitalisme, a toujours représenté et reste plus que jamais la paix des tombes.

Il doit être clair que cette logique barbare est l'essence même de la vie capitaliste dans toute sa réalité moribonde. Cette spirale guerrière n'est que "l'oxygène" quotidien d'un système qui n'est plus capable que de pousser les différentes nations à s'entredéchirer pour s'affirmer sur la scène impérialiste.

C'est cette réalité que nous dénonçons depuis de longs mois déjà dans notre presse au travers de la confrontation inter-impérialiste des deux blocs américains et soviétique et particulièrement au travers de l'offensive occidentale par puissances interposées, comme au Tchad, au Liban.

Au Tchad, l'écrasement spectaculaire des forces libyennes par l'armée tchadienne au nord du 16ème parallèle n'est que la réponse claire et nette du bloc occidental à toutes les velléités libyennes pour marchander son intégration plus directe à toute la politique occidentale dans la région.

Aujourd'hui cette pression occidentale sous la houlette du gendarme français ne va pas se relâcher : l'objectif à terme pour les occidentaux est la soumission de Kadhafi et son ralliement aux exigences occidentales sans condition. Pour cela, la France comme les USA s'emploient en permanence à renforcer l'unité de l'Etat tchadien pour conserver l'avantage acquis sur le terrain et le développer. Ils s'emploient de même à acculer toujours davantage la Libye dans l'état occidental, à anihiler toute marge de manoeuvre de sa part.

En perspective c'est encore la main de fer occidentale qui va s'exprimer pour affirmer encore plus fortement ses exigences, les ballets diplomatiques ne vont pas manquer mais en sachant que les canons feront encore, si nécessaire, la différence.

Au Liban, dans une situation plus complexe où les forces en présence font l'effet d'un "panier de crabes", où une mère ne retrouverait pas ses petits, la politique occidentale pour affirmer ses intérêts ne désarme pas. Pour ce faire, l'intervention de la Syrie à Beyrouth depuis février dernier représente une étape supplémentaire dans tout le processus de l'offensive américaine, et pour cet objectif, dans l'engagement plus prononcé de ses vassaux comme la Syrie. A l'évidence, ce ne sont pas

des considérations humanitaires vis-à-vis de la "guerre des camps" qui justifient ce nouveau pas dans l'intervention syrienne, au contraire. C'est l'affirmation, une fois de plus, que les velléités soviétiques par palestiniens interposés ou tout simplement les appétits des différentes cliques en présence doivent être remises à leur juste place. Les armes sont loin d'avoir fini de parler au Liban. De plus, dans le cadre de cette offensive, c'est toujours l'enjeu iranien qui reste posé, et les tentatives de mise au pas des forces pro-iraniennes au Liban représentent un aspect non négligeable de la présence syrienne à Beyrouth. En parallèle, l'Etat israélien n'est pas en reste pour jouer le même rôle au Sud du Liban et offrir l'aspect complémentaire de cette offensive.

Ce n'est pas seulement au Liban que la pression américaine s'avère payante avec l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth-Ouest munies de la bénédiction des USA et de l'ensemble du bloc. En effet, les tentatives de mise au pas de l'Iran ont commencé à porter des fruits. Ainsi, le dernier scandale de l'"Irangate" a mis en évidence la volonté d'une partie de la clique dirigeante iranienne de pactiser avec le "satan" américain afin de désserrer l'étau militaire et économique que fait peser l'Irak.

En dosant soigneusement les livraisons d'armes pour éviter que Khomeiny perde ou gagne la guerre, en faisant pratiquement de même avec l'Irak, le bloc occidental conforte son objectif : affaiblir tant et plus le régime iranien et l'acculer à se plier aux diktats américains, permettre à la longue l'expression plus affirmée de forces politiques post-khomeiniennes et poursuivre son processus de récupération de l'Iran. Et les centaines de milliers de morts en 6 ans, les économies en ruine, les répressions internes, sont le tribut à payer pour parvenir à cet objectif. Là encore, les quelques lamentations de part et d'autre sur cette barbarie à outrance ne font que renforcer tout le cynisme capitaliste.

Mais toutes les manoeuvres et les points marqués par le bloc occidental pour rétablir son contrôle sur cette région du monde ne signifient nullement une réelle "pacification" des conflits, mais représentent un pas guerrier supplémentaire accompli dans la stratégie générale occidentale d'encerclement du bloc russe. C'est à dire qu'ils constituent un pas de plus vers des affrontements encore plus importants et plus meurtriers.

Face à cette perspective, la réalité démontre qu'il n'y a aucune espèce d'illusion à se faire pour la classe ouvrière sur tous les discours de paix mensongers de la bourgeoisie.

Stopio

impérialiste, même si cela voulait dire rester pour un temps en minorité, et non pas, comme le voulait Kamev "rester jusqu'au bout le parti des masses révolutionnaires du prolétariat" (souligné par nous).

"Le camarade Kaménev oppose le "parti des masses" au "groupe de propagandistes". Or aujourd'hui précisément, les masses sont intoxiquées par le jusqu'au-boutisme "révolutionnaire". Ne conviendrait-il pas mieux, surtout à des internationalistes, de savoir à pareil moment s'opposer à cette intoxication "massive" plutôt que de "vouloir rester" avec les masses, autrement dit céder à la contagion générale ? N'avons-nous pas vu dans tous les pays belligérants d'Europe les chauvins chercher à se justifier en invoquant leur désir de "rester avec les masses" ? Ne doit-on pas savoir rester un certain temps en minorité pour combattre une intoxication "massive" ? L'activité des propagandistes n'est-elle pas, surtout à l'heure actuelle, le facteur essentiel qui doit permettre à la ligne prolétarienne de se dégager de l'intoxication jusqu'au-boutiste et petite-bourgeoise où sont plongées les "masses" ?
(Lettres sur la tactique - avril 17 -p.45 T.24, Ed.Soc.)

- la capacité de réviser des slogans et des programmes éculés. L'intransigeance révolutionnaire n'a rien en commun avec la condition sclérosée d'une secte. Dans son court discours de la Gare de Finlande, Lénine, se détournant des "officiels" du parti, déclara :

"Chers camarades, soldats, matelots et ouvriers, je suis heureux de saluer en vous la révolution russe victorieuse, de vous saluer comme l'avant-garde de l'armée prolétarienne mondiale... La révolution russe accomplie par vous a ouvert une nouvelle époque. Vive la révolution socialiste mondiale !" (Trotsky op.cit. p.342).

Dans cette "nouvelle époque", les slogans et les formules du passé devaient être remis en question. En particulier :

"Quiconque, aujourd'hui, ne parle que de la "dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie" retarde sur la vie, est passé de ce fait, pratiquement, à la petite-bourgeoisie contre la lutte de classe prolétarienne, et mérite d'être relégué aux archives des curiosités pré-révolutionnaires "bolchéviques" (aux archives des "vieux bolchéviks", pourrait-on dire)".
(Lettres sur la tactique. op.cit. p.35)

- la capacité de voir au-delà de l'apparence immédiate et de discerner la réelle dynamique du mouvement de la Classe.

L'intervention de Lénine en avril fut un facteur décisif dans la réorientation politique du parti, tout comme le parti lui-même fut un facteur décisif dans le triomphe ultime de la révolution. Mais tout cela ne signifiait en rien que, soit Lénine, soit le parti, étaient de divins démiurges de la révolution :

"Lénine était non point un élément fortuit de l'évolution historique, mais un produit de tout le passé de l'histoire russe... Lénine ne s'opposait pas du dehors au parti, mais il en était l'expression la plus achevée. Éduquant le parti, il s'y éduquait lui-même. Son désaccord avec la couche dirigeante des bolchéviks signifiait une lutte du parti entre son hier et son lendemain".
(Trotsky. Op.cit. p.375-376)

Bien qu'initialement les thèses de Lénine furent accueillies avec méfiance, même dans la gauche du parti, elles gagnèrent rapidement du poids et conquérèrent le parti en quelques semaines. Pas simplement à cause de la stature de Lénine dans le parti, mais parce que les Thèses avaient été bâties sur une compréhension réelle de la direction dans laquelle les éléments les plus sains du parti allaient déjà. En pratique, et quelquefois même consciemment, ces éléments -caractérisés par les ouvriers bolchéviks de Vyborg et de Kronstadt- s'étaient mis en marche vers l'appel pour la dictature du prolétariat. Lénine mit simplement ces tendances sous une forme cohérente. Et ce qui était vrai dans le parti était vrai dans l'ensemble de la classe. La fine fleur du prolé-

tariat russe -par exemple dans les comités d'usines et les soviets de districts des centres industriels de Petrograd- avait dépassé les bolchéviks très tôt dans la révolution. Et comme pour ce qui était valable pour l'ensemble des masses, Trotsky donne maints exemples de comment les ouvriers et les soldats pouvaient élire des menchéviks et des SR aux soviets et maudire les bolchéviks, taxés d'"agents allemands" -alors qu'en même temps ils prenaient des positions essentiellement bolchéviques sur la plupart des problèmes pratiques auxquels ils devaient faire face. En contraste avec le "réalisme" des opportunistes, qui est basé sur une observation purement empirique des phénomènes de surface, le Lénine des Thèses d'Avril fut capable de voir en avance vers où le prolétariat allait, et de formuler les perspectives du parti en accord avec cette direction.

- la capacité d'adapter l'intervention des révolutionnaires aux possibilités réelles du mouvement. Quand il argumentait en faveur de la dictature du prolétariat (une position élaborée théoriquement dans "L'Etat et la Révolution" quelques mois plus tard), Lénine fut rondement accusé d'"aventurisme" et de "blanquisme". Voici comment Lénine lui-même répondit à cette attaque :

"Je me suis entièrement prémuni, dans mes thèses, contre toute tentative de sauter par-dessus le mouvement paysan ou petit-bourgeois en général, qui n'a pas encore éprouvé ses possibilités, contre toute tentative de jouer à la "prise du pouvoir" par un gouvernement ouvrier, contre toute aventure blanquiste, car j'ai formellement invoqué l'expérience de la Commune de Paris. Or, on le sait, et Marx l'a démontré minutieusement en 1871 et Engels en 1891, cette expérience a absolument exclu le blanquisme, elle a assuré la domination directe, immédiate, inconditionnée de la majorité et l'activité des masses uniquement dans la mesure où cette majorité elle-mêmes s'affirme de façon consciente.

Dans mes thèses, j'ai tout ramené, d'une façon parfaitement explicite, à la lutte pour la prépondérance au sein des Soviets de députés des ouvriers, des salariés agricoles, des paysans et des soldats. Afin de ne pas laisser l'ombre d'un doute sur ce point, j'ai par deux fois souligné dans mes Thèses la nécessité d'un travail d'"explication" patient et opiniâtre, en partant des besoins pratiques des masses."
(Lettres sur la tactique. Op.Cit. p.39)

Ce "travail d'explication patient et opiniâtre" était par dessus tout un travail d'éducation politique, de développement de la conscience de classe des ouvriers en opposition à toutes les mystifications répandues par les forces bourgeoises ou opportunistes agissant dans la classe. Cela n'excluait pas du tout l'agitation pratique dans la lutte : cela signifiait simplement que les propositions immédiates avancées par le parti devaient être engagées en accord avec les objectifs réels qui pouvaient être obtenus à un moment donné, tout en étant inscrites à l'intérieur d'une perspective générale de prise de pouvoir par le prolétariat. A certains moments -comme pendant les journées de Juillet- ceci voulait dire que le parti retenne les fractions les plus déterminées de la classe d'aller à l'assaut de l'Etat bourgeois prématurément. Mais lorsque les conditions subjectives pour un tel assaut furent présentes, une fois que les positions politiques des bolchéviks eurent triomphé dans les soviets, cela signifiait alors pousser la classe à surpasser ses dernières hésitations et aller de la critique armée du régime bourgeois à l'insurrection d'Octobre.

M.U.

(Traduit de World Revolution)

REUNIONS PUBLIQUES

sur le thème: **LES ENJEUX POUR LA CLASSE OUVRIERE**

FACE A L'ACCELERATION DE LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le 15 mai à 20h30, ancien lycée Blaiseascal.

LILLE :

Réunion publique le 23 mai à 14h30 à la MNE, 23 rue Gosselet.

Vente de la presse tous les 1er et 3ème dimanches du mois, au marché de Wazemmes.

LYON :

Réunion publique le 15 mai à 21h, à Majo, impasse Métral. Villeurbanne, métro République.

Permanence le 19 mai, à 18h, au café "La Briochette" 6, rue de la Barre -2ème-, métro Bellecour.

Vente de la presse au marché de VAux-en-Velin, le dimanche 17 mai à partir de 11h30

MARSEILLE :

Réunion publique le 15 mai, à 21h, au 205 rue Sainte Cécile -13005.

NANTES :

Réunion publique le 16 mai à 17h, au 14 rue du Château quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier.

Permanence le 6 mai à la même adresse.

Diffusion au marché de la Petite Hollande, le 9 mai, de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Réunion publique le samedi 16 mai à 17h au 27 avenue de Choisy, métro Porte de Choisy.

Permanence le 30 mai de 17h à 19h, même adresse.

ROUEN :

Réunion publique le 15 mai à 20h à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le 22 mai à 21h, rendez-vous devant l'entrée du Géant Casino, Pont des Demoiselles.

Permanences tous les vendredis, sauf celui de la RP, à 18h30 au café "Le Colbert", avenue St-Exupéry.

Vente de la presse les 2ème et 4ème dimanches du mois de 11h à 12h30 au marché aux légumes (place Jeanne d'Arc) et le 2ème dimanche du mois de 11h à 12h30 au marché aux puces, place St Sernin.

TOURS :

Réunion publique le 23 mai à 17h à la Faculté des Lettres, Quai de la Loire. Rendez-vous devant la salle des Tanneurs à Tours.

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE



BROCHURE N°3 AOÛT 79

Souscriptions

NANTES : (RP du 21 avril)

Masson : 50F ; M.Egan : 20F ; GM : 30F ; A : 110F ; Dewey : 20F.

PARIS : (RP de février)

J : 30F ; S : 20F ; F : 10F ; CL : 20F ; GD : 10F ; Lik : 20F ; ML : 20F ; MK : 20F ; C : 40F.

TOTAL : 420F

TOTAL GENERAL : 2505,50F

PUBLICATIONS

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, BXL 1
1000 BRUXELLES BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE

RI, BP 581, 75027 PARIS Cedex 01 FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581 75027 PARIS CEDEX 01
FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :

FRANCE : 90 F ETRANGER : 90 F PAR AVION : 150F

ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE

INTERNATIONALE :

FRANCE : 65 F ETRANGER : 65 F PAR AVION : 80 F

ABONNEMENT COUPLE (JOURNAL + REVUE) :

FRANCE : 150 F ETRANGER : 150 F PAR AVION : 150F

Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal

à l'ordre de **R.I., CCP 202 3302 X PARIS**

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

10 F + 3 F pour frais d'envoi

NATION OU CLASSE

10 F + 3 F pour frais d'envoi

PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE

10 F + 3 F pour frais d'envoi

PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.

10 F + 3 F pour frais d'envoi

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE

CLASSE : 10 F + 3 F

SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)

10 F + 3 F pour frais d'envoi

LA DECADENCE DU CAPITALISME

10 F + 3 F

L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION

20 F + 6 F pour frais d'envoi

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

30 F + 12 F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 9, Cité Beauharnais, 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst

Numéro de Commission paritaire : 54267

Tirage moyen : 2000. Vente moyenn : 500

LE PARTI BOLCHEVIK A L'AVANT-GARDE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

Dans les numéros 153 et 155 de RI, nous avons vu que si la classe ouvrière en Russie avait bel et bien lors des événements de février 17 ouvert la voie à la révolution communiste mondiale, renversant le tsarisme, s'organisant en soviets et manifestant une combativité grandissante, en même temps la nouvelle situation créée par la révolution de février avait porté au pouvoir l'ensemble des forces opportunistes et ouvertement bourgeoises -forcées qui n'avaient de cesse de chercher à affaiblir la conscience prolétarienne- et que le parti bolchévik lui-même montrait une difficulté énorme à comprendre la situation et tendait à prendre un virage ouvertement opportuniste. Avec les fameuses "Thèses d'Avril" de Lénine, un âpre combat s'engageait au sein du parti bolchévik, combat qui remettait en cause l'ensemble de ses mots d'ordre, sa vision de la situation et du sens qu'avaient les événements du moment. Ce combat, contrairement à ce que l'"histoire" bourgeoise voudrait nous faire croire n'était pas celui de Lénine pour une reconquête du pouvoir au sein du parti après des années d'exil, mais le combat vital d'une organisation révolutionnaire pour accomplir ses tâches et être capable de donner une orientation à la lutte ouvrière, de fournir un programme clair et lucide afin d'armer le prolétariat. Dans la situation d'alors, il était vital pour le prolétariat que le parti bolchévik redresse la barre de la direction confuse et conciliante dans laquelle il s'était engagé, tout comme il était vital de remettre les mas-

ses dévoyées par les trompettes menchéviks et socialistes-révolutionnaires, sur les rails de la réalité, de les armer politiquement pour qu'elles puissent assumer consciemment l'ampleur de leur combat.

Cette tâche fondamentale n'est pas une "spécificité" russe ou bolchévik de 1917. Les révolutionnaires y furent confrontés de façon encore plus brutale en Allemagne en 1919-20, face à une bourgeoisie hautement organisée et bien plus expérimentée. Il ne s'agit pas plus d'une question d'époque : les révolutionnaires d'aujourd'hui ont toujours la même responsabilité vitale vis-à-vis de leur classe, le prolétariat mondial, de comprendre et faire comprendre le "mouvement qui se déroule sous nos yeux" et en dégager les forces en présence aux yeux des ouvriers.

Les communistes "combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement." (Le Manifeste Communiste ; Marx et Engels).

Cette nécessité est plus que jamais d'actualité pour les organisations révolutionnaires ; "l'avenir du mouvement" se forge dès aujourd'hui dans les luttes du prolétariat et dans la capacité qu'ont les révolutionnaires à y intervenir clairement et à leur donner une direction, un sens qui les renforcent. C'est une des leçons que nous devons tirer des "Thèses d'Avril" de Lénine.

bolchéviks soutiendraient résolument le gouvernement provisoire "dans la mesure où il lutte contre la réaction ou la contre-révolution", et que tant que l'armée allemande obéissait à son empereur, le soldat russe devait "rester ferme à son poste, répondre à chaque balle par une balle et à tout obus par un obus" (cité par Trotsky, op. cit. chap. XV, page 336).

Un tel abandon de la position de Lénine sur le défaitisme révolutionnaire n'allait pas sans résistance dans le parti. La section de Vyborg (le cœur du prolétariat de Petrograd) protesta avec colère contre la nouvelle ligne de la "Pravda" et appela même à l'expulsion de Kamenev et Staline. Mais les éléments les plus radicaux dans le parti n'étaient pas capables d'offrir une alternative programmatique claire à ce virage vers la droite de la part du parti.

REARMER LE PARTI : LES THESEES D'AVRIL

Le désarroi politique du parti bolchévik dans les premiers mois de la révolution est une réfutation frappante de tous les dogmes bordiguistes sur le parti "infaillible" avec son programme "invariant". En 1917, le programme était caduc et le parti se situait loin derrière l'action spontanée des masses, comme Lénine le dit alors: "les masses sont cent fois plus à gauche que nous!" Mais si Lénine en 1917 réglait les comptes à sa vieille conception sur l'incapacité de la classe ouvrière à dépasser la "conscience trade-unioniste" sans l'intercession de l'intelligentsia socialiste (conception développée dans le "Que Faire" de 1902), ceci n'impliquait pas un instant qu'il s'était converti au spontanéisme, à l'idée que les ouvriers n'ont pas besoin d'un parti politique. Bien au contraire : toute son activité dès son arrivée en Russie en avril est un exemple vivant de l'importance décisive de la direction révolutionnaire. Aux tout premiers meetings qui l'attendaient en Russie -dans le parti et en-dehors du parti- il dévoila son audacieuse plate-forme pour réarmer le parti et guider la révolution à la victoire. Ces interventions initiales devaient être connues sous le nom des thèses d'avril. Leurs points clés étaient :

- "Aucune concession, si minime soit-elle, au 'jusqu'au-boutisme révolutionnaire' ne saurait être tolérée dans notre attitude envers la guerre qui (...) est demeurée incontestablement une guerre impérialiste de brigandage en raison du caractère capitaliste de ce gouvernement".

- "Aucun soutien au gouvernement provisoire ; démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses... Le démasquer, au lieu d'exiger -ce qui est inadmissible car c'est semer des illusions- que ce gouvernement, gouvernement de capitalistes, cesse d'être impérialiste".

- "Non pas une république parlementaire -y retourner après les soviets des députés ouvriers serait un pas en arrière- mais une république des soviets des députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans tout le pays, de la base au sommet".

- Réécrire le programme du parti; recréer un parti communiste, créer une nouvelle Internationale et effectuer une scission décisive avec tous les courants opportunistes.

Pour les opportunistes, ces perpétuels "réalistes" du mouvement ouvrier, les nouvelles thèses de Lénine étaient la marque d'un sectarisme sans espoir : Lénine avait hérité du manteau de Bakounine, comme le dit l'un d'entre eux. En fait l'intervention de Lénine en avril était une profonde leçon concernant les tâches essentielles d'une avant-garde marxiste :

- la défense intransigeante des principes contre l'opportunisme. Lénine insistait sur le fait qu'il ne pouvait être question de compromettre l'autonomie de classe du prolétariat contre le gouvernement bourgeois et la guerre

(suite page 7)

■ Il y a 70 ans, en avril 1917, Lénine affirmait, dès son retour en Russie, contre les cercles dirigeants mêmes de son propre parti, que les événements révolutionnaires qui avaient eu lieu en février ne représentaient pas un phénomène isolé, purement russe -c'est à dire une révolution bourgeoise attardée limitée au renversement de l'absolutisme féodal- mais constituaient la réponse du prolétariat mondial à un phénomène international : l'entrée du système capitaliste dans la décadence, réalité démontrée dans le sang sur les champs de bataille de la guerre impérialiste. Février 1917 représentait l'ouverture de la révolution prolétarienne internationale (voir RI n°153 : "Février 17").

Aujourd'hui, le mouvement politique prolétarien ne se pose plus le problème de savoir si la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour de l'histoire. 70 ans de décadence capitaliste l'ont plus que confirmé. Mais le milieu révolutionnaire d'aujourd'hui, qui n'a qu'une faible expérience directe des luttes massives de la classe, montre la plus grande difficulté à voir la réelle direction sous-jacente à la lutte de classe dans la période actuelle. Manquant d'une analyse claire du cours historique, incapables d'intégrer dans une vision globale, historique les événements actuels -porteurs des affrontements de classe majeurs à venir- entravés par conséquent par une sous-estimation persistante des potentialités du mouvement de la classe, la plupart des groupes prolétariens d'aujourd'hui sont désarmés quand il s'agit à la fois de définir les perspectives générales de la lutte et de mettre en avant des propositions concrètes pour que la lutte immédiate se dirige vers ses buts généraux. En ce sens, la méthode et l'esprit des thèses d'avril de Lénine ont beaucoup à enseigner à la génération présente des révolutionnaires.

GOVERNEMENT PROVISOIRE OU SOVIETS ?

De l'insurrection de février avait résulté une situation de double pouvoir. Le pouvoir officiel était "le gouvernement provisoire" bourgeois, initialement conduit par les "libéraux" mais qui prit plus tard une coloration plus "socialiste" sous la direction de Kérenski. Mais de manière très largement étendue, le pouvoir effectif reposait déjà entre les mains des soviets des députés ouvriers et de soldats : sans l'autorisation des soviets, le gouvernement avait peu d'espoir d'imposer ses directives aux ouvriers et aux soldats. Mais la classe ouvrière n'avait pas encore acquis la maturité politique nécessaire pour prendre tout le pouvoir. En dépit de ses actions et de ses attitudes de plus en plus radicales, la

majorité de la classe ouvrière, et derrière elle les masses paysannes, était retenue en arrière par les illusions de la bourgeoisie, par l'idée que seule une révolution bourgeoise était à l'ordre du jour en Russie. Et liées de près à cela, par les idées sur la défense de la patrie, que à présent la Russie était une "démocratie", l'effort de guerre russe n'avait plus de caractère impérialiste ! La prédominance de ces idées dans les masses était reflétée dans la domination des soviets par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires -respectivement les partis de l'opportunisme et de la petite bourgeoisie, qui étaient tous les 2 dans un processus les engageant dans le camp de la bourgeoisie.

LA CRISE DANS LE PARTI BOLCHEVIK

Dans cette situation, la position de la fraction la plus claire du prolétariat -le parti bolchévik, qui avait dirigé l'opposition internationaliste contre la guerre- était cruciale pour que les ouvriers dépassent cette contradiction entre leur pratique radicale et les idées confuses qui prévalaient parmi eux. Mais bien qu'au niveau organisationnel immédiat les militants bolchéviks étaient habituellement à l'avant-garde des grèves et des manifestations ouvrières, dans la formation des milices ouvrières, etc..., le parti était politiquement désorienté parce que ses fondements programmatiques se révélaient inadéquats.

Théoriquement, les Bolcheviks (contrairement aux menchéviks) ne mettaient pas en avant la révolution bourgeoise en Russie -depuis qu'ils avaient vu avec justesse dès 1905 que la bourgeoisie russe était déjà sénile- mais une formule hybride et confuse connue sous le nom de "dictature démocratique des ouvriers et paysans". Mais comme Trotsky le montrera dans son "Histoire de la Révolution Russe", "Le régime sorti de la révolution de Février, loin de préparer une dictature démocratique, fut la vivante et intégrale démonstration de l'impossibilité de cette dictature en général." (Volume 1 ; p. 361)

Dans une situation historique où le seul choix était révolution prolétarienne ou contre-révolution bourgeoise, la formule de la dictature démocratique était en pratique un facteur conduisant le parti (au moins dans ses organes officiels) à faire des concessions grandissantes à la bourgeoisie. Particulièrement après le 15 mars, lorsque Kamenev et Staline prennent la direction de la rédaction de la "Pravda", l'organe du parti prit ouvertement des positions opportunistes envers le gouvernement provisoire et la guerre. La "Pravda" déclara que les

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.